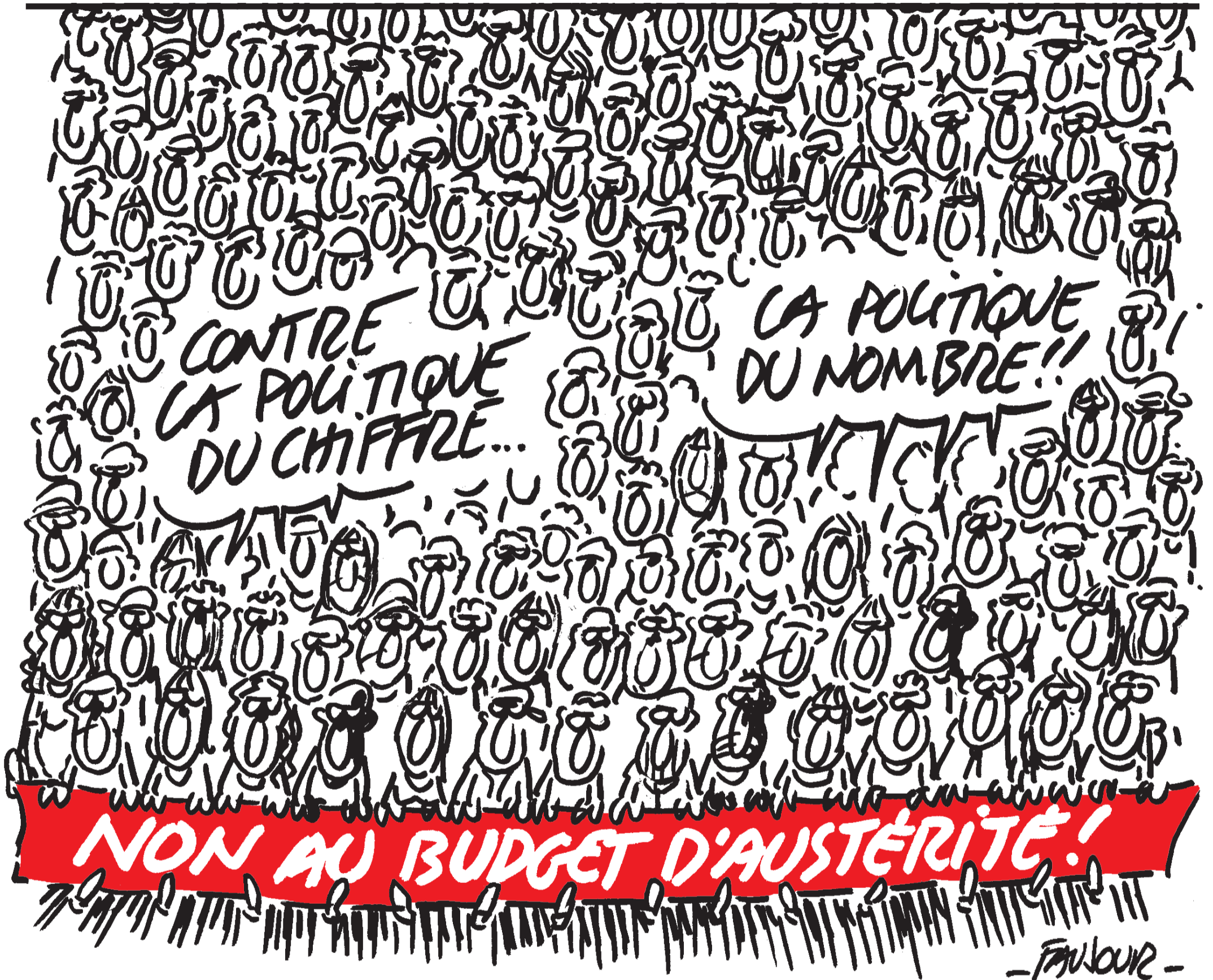


# **l'Anti**capitaliste

n°261 | 23 octobre 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



# **TOUS DANS LA RUE LE 15 NOVEMBRE**

## **Dossier**

**La «Chine puissance»  
en Asie orientale**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Aubry sera toujours Aubry  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

Syrie: unité des luttes pour  
la liberté et la démocratie  
Page 2



## **ACTU INTERNATIONALE**

Mexique: de nouvelles disparitions  
déclenchent une crise politique  
Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien: des pratiques émancipatrices  
dans la psychiatrie Page 12





Par SANDRA DEMARCQ

## Aubry sera toujours Aubry

**S**on interview au *JDD* a fait l'effet d'une bombe médiatique plus que politique. Maire de Lille, ancienne ministre du Travail, puis de l'Emploi, et ancienne patronne du PS, Martine Aubry critique donc officiellement la politique menée par Hollande et Valls. Mais, il faut savoir raison garder, la critique de Martine Aubry est très mesurée. Difficile de parler d'opposition au gouvernement.

Martine veut « redonner du sens » et ne souhaite que la « réussite du gouvernement », qui, selon elle, serait un gouvernement « incompris », puisque les bonnes réformes de ce gouvernement ne seraient pas perçues comme telles par manque d'explications. Allant même jusqu'à faire l'éloge de Manuel Valls comme ministre de l'Intérieur... Ben voyons ! Elle recommande de « redoser » la politique économique en faveur des ménages. Concernant le Pacte de responsabilité, elle est d'accord avec 41 milliards au patronat... mais avec 21 milliards sous la forme de baisse de cotisations sociales, les 20 milliards restants étant distribués aux mêmes mais par l'intermédiaire des collectivités locales ! Et bien entendu, pas une seule critique sur la casse de la Sécurité sociale et des services publics, rien sur la politique de l'emploi... Bref, aucune critique à la politique pro-Medef que mène ce gouvernement.

C'est normal puisque Martine Aubry, tout comme les frondeurs, n'est pas en rupture avec la logique mise en œuvre par les socialistes depuis plus de trente ans : le souci de la « compétitivité », du « coût du travail », de la « réduction des déficits » restent les pivots de leur projet. Martine Aubry et les frondeurs ne s'inscrivent en aucune façon en « opposition », et derrière cette mise en scène, c'est l'orientation du Parti socialiste qui est en jeu, et bien évidemment – même si elle s'en défend aujourd'hui – un possible recours pour demain.

Pour nous comme pour toutes celles et ceux qui veulent réellement s'opposer et s'affronter à ce gouvernement, l'urgence, c'est qu'il ne réussisse pas ! Qu'il ne réussisse pas à faire fondre nos acquis et droits sociaux pour le seul intérêt du patronat et de la finance. C'est pour cela que nous devons regagner la rue, y être le plus nombreux possible et dans l'unité la plus large, en particulier le samedi 15 novembre. Montrer qu'il existe une véritable opposition dans ce pays, loin des salons et du Parlement, dans la rue.

À la Une

# Tous dans la rue le 15 novembre !

*21 milliards d'économie ! Comme le dit Michel Sapin, ministre des Finances : « La France n'a jamais fait un effort de cette ampleur ». Pour faire passer un tel budget de choc, il est bien utile de pouvoir dire que ça pourrait être encore pire...*

**P**révoyant un déficit public de 4,3% du PIB en 2015, le budget présenté par le gouvernement ne respecte pas la règle européenne des 3%. D'année en année, la date butoir pour atteindre l'objectif des 3% recule. En 2013, la France avait obtenu un délai de deux ans, aujourd'hui la limite envisagée est 2017.

### La vraie-fausse menace de Bruxelles

Grâce au traité budgétaire européen (TSCG), que François Hollande a fait voter, le budget doit désormais être validé par la commission européenne. Plane donc la menace de le voir retoqué. Ligne rouge franchie et remontrances pour les commissaires européens, protestations de fermeté et d'indépendance du côté du gouvernement français : au-delà de ces échanges de coups de menton, l'objectif imposé-consenti sert à engager de nouvelles contre-réformes. On n'est pas dans les clous pour le budget, mais on se soigne à coup de « réformes structurelles » !

Même tonalité avec un deal franco-allemand qui permettrait à la France d'obtenir le feu vert de la Commission européenne... Un 50-50 à la mode Macron : « 50 milliards d'euros d'économies chez nous (en France), 50 milliards d'investissements chez eux (en Allemagne) ». La relance en Allemagne serait ainsi le remède miracle pour l'ensemble de l'Europe et pour la France en particulier. Emmanuel Macron met donc en route son projet de loi « pour l'activité et l'égalité des chances économiques ». Il veut s'attaquer



Dans de la manifestation du 12 avril. PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

aux « trois maladies » françaises qui empêcheraient selon lui de « libérer, investir et travailler » afin de « lever tous les blocages » qui entravent la croissance. On y trouve en vrac tout l'arsenal libéral et antisocial : travail du dimanche, ouverture du transport à la concurrence, mort des prud'hommes...

### Un gouvernement fort de nos faiblesses

Sans surprise, ce budget se situe dans la droite ligne du Pacte de responsabilité, mais il introduit une rupture très grave... en prétextant la justice sociale. Un comble ! Avec la modulation des allocations familiales, il crée une brèche : la fin de l'universalité des prestations, que le patronat n'aura de cesse d'élargir jusqu'à se désengager totalement du financement de la protection sociale.

Ce gouvernement n'est fort que de la faiblesse et de la dispersion

des résistances à sa politique. Il ne se maintient que parce que le système de représentation politique permet aux gouvernants d'imposer une politique rejetée par une majorité de la population. Dans ce contexte, l'appel à une mobilisation nationale le 15 novembre contre ce budget lancé par le collectif Alternative à l'austérité (AAA) répond à une impérieuse nécessité : celle de reprendre la rue, de reprendre l'offensive contre le gouvernement.

### Censurer le budget et le gouvernement dans la rue

Le 12 avril dernier, ce cadre unitaire avait réussi une première manifestation à l'appel de 200 militantEs politiques, syndicalistes, associatifs, chercheurEs, artistes. C'était le premier succès d'une alliance entre organisations syndicales et du mouvement social et partis politiques. Ce front est traditionnellement difficile à

réaliser en France, il est pourtant indispensable.

Pour réussir une démonstration de force ce samedi 15 novembre, nous devons mettre à profit les quelques semaines qui viennent pour la préparer unitairement : constituer des cadres ouverts pour faire connaître l'échéance, mobiliser, être présents partout, dans les entreprises, dans les quartiers, les communes, les lieux d'étude... Bref, « réchauffer » le climat social et politique.

Le 15 novembre doit devenir le rendez-vous de toutes celles et ceux qui ne supportent plus ni le chômage de masse, ni l'austérité, ni la destruction de la protection sociale et des services publics, ni la loi de transition énergétique bidon, ni la répression pour imposer des grands projets nuisibles comme le barrage de Sivens, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la ferme-usine des 1000 vaches, ni les interventions militaires impérialistes contre les peuples...

Il ne s'agit pas d'amender ou d'infléchir la politique gouvernementale, de faire un peu moins d'austérité et un peu plus de relance. Et la sortie de crise par une politique de la demande est à la fois illusoire et catastrophique pour l'environnement et le climat. Il s'agit bien de combattre frontalement le gouvernement, de reprendre l'offensive et de commencer à changer le rapport de forces ; de redonner l'espoir en remettant en avant des exigences sociales, écologiques, démocratiques radicales ; d'unir et de reconstruire les outils militants capables d'impulser et d'animer les mobilisations pour les imposer.

**Christine Poupin**

SYRIE

## Unité des luttes pour la liberté et la démocratie

*Kobané, la ville kurde du nord de la Syrie, résiste depuis plus d'un mois à l'offensive sauvage du groupe réactionnaire de l'EI (État islamique). D'une position défensive, les combattantEs des YPG (Unités de protection du peuple) et quelques bataillons de l'ASL (Armée syrienne libre) sont passés à l'offensive, chassant les troupes de l'EI de quelques quartiers de la ville tombés aux mains de ces derniers lors des combats de la semaine passée.*

**L**es YPG, ainsi que l'administration américaine, ont annoncé le largage d'armes et munitions sur Kobané le lundi 20 octobre.

### Ville symbole de la résistance

Kobané, une petite ville kurde sans réelle importance stratégique, devient un symbole de résistance face

à la barbarie des troupes de l'EI. Mais elle est avant tout la première ville à ne pas céder à l'offensive et la terreur des djihadistes, et à être défendue par les masses.

La résistance de Kobané révèle les capacités des masses armées et organisées à défendre leur liberté et leur dignité. Elle remet à l'ordre du

jour le programme de la révolution populaire originelle : contre le régime dictatorial et les forces réactionnaires de la contre-révolution.

La déclaration du commandement général des YPG de ce dimanche 19 octobre, vient confirmer ce tournant : « Kobané constitue un tournant historique, son issue va dessiner

*l'avenir de la Syrie et la lutte démocratique pour la liberté et la paix. [...] Cette résistance des YPG et des bataillons de l'ASL est suffisante pour vaincre EI/Daesh [...] et la construction d'une Syrie démocratique et libre était la base de nos accords avec l'ASL. Nous croyons que la victoire de la révolution est liée au développement de ces relations entre les factions et les forces vives dans la patrie ».*

### Le sort des peuples kurdes et syrien est lié

C'est la première reconnaissance par les YPG, de façon aussi claire, de la lutte commune avec les factions démocratiques de l'ASL, dont l'importance n'est pas négligeable dans la résistance populaire armée. En effet, l'expérience a aussi révélé que la libération du peuple kurde est intimement liée à celle du peuple syrien de la dictature, de la contre-révolution réactionnaire et de l'hégémonie impérialiste.

## BIEN DIT

*Le prétendu volontariat et les majorations de salaire, mis en avant pour faire passer la pilule, ne dureront que le temps que le Medef donne de nouveau de la voix. Et c'est une zone de non-droit social promise pour les entreprises de moins de 11 salariéEs où aucune garantie n'est prévue !*

Communiqué de SOLIDAIRES du jeudi 16 octobre. Porté par Macron, le projet d'extension du travail dominical et nocturne n'a pas manqué de faire réagir les syndicats qui appellent à élargir le mouvement de grève et de manifestation dans le commerce parisien, appelé par le CLIC-P le 14 novembre prochain.



# Un monde à changer

**FAIRE DU CHIFFRE.** Comme chaque année, plusieurs centaines de militantEs se sont rassemblés sur le pont du Carrousel, sur celui de Bezons, pour commémorer le massacre de centaines d'AlgérienEs lors des manifestations organisées le 17 Octobre 1961 pour protester contre le couvre-feu imposé aux AlgérienEs par le sinistre Papon. Outre la monstruosité des actes commis ces jours-là (en fait la « bataille de Paris » a commencée bien avant le 17 octobre et s'est poursuivie bien au-delà), ce qui frappe, c'est l'impossibilité, plus de cinquante plus tard, d'évaluer l'ampleur réelle du massacre. On connaît à l'unité près le nombre d'« AméricainEs » tués lors des attentats du 11 septembre 2001 : 2977 selon la dernière mise à jour. Le nombre exact de morts européens dans le Constantinois le 8 mai 1945 est de 102, et il est établi qu'il a eu

9 morts français à Charonne le 8 février 1962. Pour l'insurrection de mars 1947, il y eut à Madagascar 550 morts européens. Mais en regard de ces chiffres, pour les « étrangers », on est toujours dans l'innombrable. Pour Madagascar, les chiffres varient de 11000 à 100000 ! Dans le Constantinois, les premiers chiffres officiels parlaient de 900, les historiens donnent 8 à 10000 et le gouvernement algérien 45000. Dans le cas du bombardement du port d'Haiphong le 23 novembre 1946, on devra se contenter d'une évaluation de 6000 morts... Pour le 17 Octobre 1961, après l'annonce initiale de 2 morts par Papon, on en est encore à de vagues estimations de plusieurs centaines de morts « nord-africains ». Quelques exemples, parmi d'autres, qui mettent en évidence que la guerre des chiffres est, elle aussi, une lutte bien inégale.

## PROCÈS **La solidarité est notre arme : relaxe pour Alain Pojolat et tous les inculpés !**

Ce mercredi 22 octobre se tient le procès d'Alain Pojolat ou plus exactement, le procès de la solidarité avec le peuple palestinien. Inadmissible, intolérable pour un pouvoir qui soutient sans condition Israël et son gouvernement dirigé par l'extrême droite sioniste.

**A**u moment où ces lignes sont écrites, le procès ne s'est pas encore déroulé. Mais déjà la solidarité avec Alain et tous les inculpés est importante. Syndicalistes, membres d'associations et d'organisations politiques, « personnalités » et anonymes se sont exprimés par voie de communiqués, de pétitions, et des rassemblements devant les préfectures étaient programmés dans plusieurs villes de l'hexagone. Jusqu'à la dernière minute, le pouvoir a voulu jouer la carte de l'intimidation, refusant dans un premier temps l'organisation d'un rassemblement de soutien devant le Palais de justice à Paris où avait lieu le procès. Mais la détermination des organisations signataires de l'appel l'a amené bien vite à accepter un rassemblement place de la fontaine Saint-Michel... à portée de voix du tribunal !

### Les enjeux du procès

Dans le prolongement des précédents, le pouvoir tente de criminaliser tout ce qui veut résister. Ce sont des syndicalistes, des inspecteurs du travail, des médecins du travail, des militantEs à Notre-Dame-des-Landes ou au Testet, celles et ceux



Lors de la première manifestation interdite le samedi 19 juillet dernier. DR

qui refusent les tests ADN, d'être des délateurs, qui sont maltraités, blessés par les forces de l'ordre et de plus en plus régulièrement conduits devant les juges. C'est la question même du droit constitutionnel à manifester qui est maintenant posée. Mais leur répression n'est que l'expression de leur peur. Ils voudraient nous interdire de manifester aujourd'hui pour, comme d'autres avant eux, nous interdire demain de nous réunir, de faire grève, d'écrire, de

lire, de lutter, de parler, de dire simplement non ! Leur politique de « l'offre » est bien celle de l'individualisme sans individu, de la mise au rebut des solidarités collectives. En fait, ils ne nous offrent rien, ils nous piquent tout... jusqu'à nos libertés !

### La solidarité n'est pas une marchandise

Elle n'entre pas dans les calculs des coûts. Elle est au fondement de notre humanité, qui nous rend

« capables de ressentir au plus profond de nous-mêmes n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde » (Che Guevara).

C'est elle qui a fait que des milliers d'hommes et de femmes sont par exemple allés combattre les fascistes au côté de républicains espagnols qu'ils ne connaissaient pas, car « nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir » (Mahmoud Darwich).

Nous ne relâcherons jamais notre solidarité avec le peuple palestinien, pas plus que celle avec les Roms, les musulmans, les juifs, les Noirs, les « sans », les minorités, les opprimés... La solidarité est au-dessus de tous les décrets, de toutes les institutions, de tous les pouvoirs.

Oui, nous soutenons, et soutenons, tous les Alain Pojolat, toutes celles et ceux qui sont traînés devant les juges, les procureurs, les imprécateurs. Nous revendiquons notre solidarité, nous revendiquons notre culpabilité, nous sommes solidaires.

« Ils pourront couper toutes les fleurs, ils n'empêcheront pas la venue du printemps » (Pablo Neruda).

**Alain Jacques**



Père et fille résistent à Kobané. DR

L'impérialisme étatsunien et ses alliés n'ont fourni aux factions démocratiques que peu d'armes, juste

assez pour ne pas se faire complètement écraser par le régime... Toute leur demande d'armement

anti-chars et anti-aérien sont quasiment restées lettre mortes. En revanche, ces mêmes pays souhaitent créer une nouvelle armée de 5000 hommes réellement assujettie à leurs ordres, pour mieux négocier leur influence, quand viendra le temps d'une « transition négociée » avec le régime d'Assad.

### Le processus révolutionnaire continue

Depuis plus de trois semaines, les regards sont tournés vers Kobané, mais le régime syrien poursuit encore plus sauvagement sa guerre contre la population et les combattants de l'ASL dans les zones révoltées. Ainsi, le siège total d'Alep est presque achevé. Assad a réalisé des avancées importantes dans la campagne de Damas (Al Ghouta) et bombarde de façon meurtrière le quartier d'Al Wa'ar à Homs depuis deux semaines, y

compris avec des missiles sol-sol, cela dans le silence complet des médias...

Dans ces conditions terribles, les masses syriennes poursuivent la lutte pour leur émancipation. La manifestation de ce vendredi 17 octobre, en particulier à Alep, a arboré le slogan : « Notre révolution est une révolution populaire ». À la base, les coordinations révolutionnaires avancent dans leurs discussions autour d'un programme démocratique et non confessionnel, vers une unification et une centralisation de leurs activités dans toute la Syrie.

Une nouvelle recombinaison des forces politiques et sociales est en cours dans le processus révolutionnaire. L'unité des luttes des forces démocratiques et progressistes est vitale pour la victoire de la révolution populaire. **Ghayath Naisse**

## Le chiffre 366 millions

C'est, en euros, la somme que va toucher le groupe Vivendi grâce au remboursement d'une partie de ses impôts, en fonction d'une réglementation (supprimée depuis) qui lui permettait de les réduire. Ce pactole représente à peu près la moitié de 744 millions, le montant de l'AME (aide médicale d'État des étrangers) contre laquelle partent en guerre fascistes et réactionnaires de tout poil.



## Agenda

**Samedi 25 et dimanche 26 octobre, rassemblement national contre le barrage, Sivens (81).** Toutes les informations : [www.collectif-testet.org](http://www.collectif-testet.org) et [tantquilyauradesbouilles.wordpress.com](http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com)

**Mercredi 12 novembre, rencontres de La Brèche, Paris.** Avec Clara et Henri Benoits, auteurs de *L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt*, à 18h à la librairie.

**Jedi 13 novembre, meeting du NPA, Paris.** Avec Olivier Besancenot et des animateurEs des luttes et mobilisations, à 20h au gymnase Bidassoa, 25 rue de la Bidassoa, Paris 20<sup>e</sup>.

**Jedi 15 novembre, journée nationale de manifestations contre le budget et le gouvernement PS-Medef.**

## NO COMMENT

Un autre Français au firmament : félicitations à Jean Tirole ! Quel pied-de-nez au french bashing ! #FiersdeLaFrance

MANUEL VALLS, commentant l'attribution du « prix Nobel d'économie » à Jean Tirole, économiste néolibéral, promoteur de l'introduction des intérêts privés à l'université, et qui pense que les salariéEs en CDI sont trop protégés...

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**



GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

## 30 ans en prison, manifestons!

Ce vendredi 24 octobre, Georges Ibrahim Abdallah aura terminé sa trentième année de détention dans les geôles de l'État français. Il est le plus ancien prisonnier politique européen, et dépasse le triste record détenu par Nelson Mandela libéré au bout de 28 ans de détention, à l'issue d'une campagne de solidarité internationale de grande envergure, contre le régime d'apartheid et pour la libération des prisonniers politiques de l'ANC...

Mais la similitude entre les deux hommes ne se limite pas aux longues années de prison qu'ils ont accomplies. L'un comme l'autre sont des militants communistes, des prisonniers indestructibles, pour qui le moindre renoncement à leurs convictions politiques n'était pas envisageable.

### Un acharnement politico-judiciaire permanent

Libérable depuis 1999, Georges Abdallah s'est vu, dans son long parcours judiciaire, notifier par deux fois un avis favorable à sa demande de libération. Mais chacune de ces décisions s'est heurtée à une attitude constante de l'État français : le maintien en prison. Qu'elles soient de droite ou prétendument de gauche, les autorités judiciaires représentées par le parquet (c'est-à-dire le représentant du pouvoir en place) ont fait appel de la décision, allongeant jusqu'à l'indéfinissable une peine dont la durée ne peut s'expliquer que par l'acharnement. Le 21 novembre 2012, alors que toutes les conditions étaient requises pour sa libération, entre autres celle des autorités libanaises pour son retour au pays, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, refusait de signer l'arrêté d'expulsion qui aurait permis à Georges de retrouver les siens. La répression des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien cet été nous donne une explication de cet acharnement : la défense inconditionnelle d'Israël et de ses dirigeants, et la soumission à l'administration étatsunienne (53 sénateurs américains avaient envoyé des lettres à François Hollande pour lui demander d'intervenir afin d'empêcher à tout prix la libération de Georges).

### Tous à Lannemezan!

Au cours des quatre dernières années, de nombreux comités de soutien à Georges se sont formés en France et dans le monde, des maires l'ont même fait citoyen d'honneur dans plusieurs villes, et les communiqués de soutien et lettres aux autorités fleurissent. Mais cela reste en deça du rapport de forces qui reste à instaurer pour faire libérer notre camarade. Si les organisations de gauche semblent plus réceptives qu'auparavant sur ce sujet éminemment clivant, elles tardent encore à assumer leurs responsabilités. Combien de temps encore allons-nous tolérer qu'un militant de la cause palestinienne reste détenu dans les geôles françaises?

L'année dernière, la manifestation, qui s'était terminée devant la prison, avait réuni près de 400 personnes. Les slogans étaient repris derrière les hauts murs par des codétenus solidaires de Georges. Un moment impressionnant. Il nous faut faire mieux cette année. Déjà, des transports collectifs et des co-voiturages sont organisés (Toulouse, Bordeaux, Marseille, Paris, Bayonne...). Le NPA sera présent comme chaque année à ce rassemblement, dont nous espérons qu'il sera le dernier.

30 ans de prison, 30 ans de résistance. Libérons Georges Abdallah!

Alain Pajolat



TRANSPORTS

# Les vraies-fausse solutions

La suppression de l'écotaxe a fait hurler ceux qui n'ont à proposer qu'un arsenal répressif censé limiter les effets destructeurs du système capitaliste...



Macron et Royal en route vers l'écologie libérale. DR

Pour eux, il faut taxer le transport, principal contributeur de gaz à effets de serre, et investir le fruit de cette taxation dans « des grandes autoroutes maritimes, fluviales et ferroviaires dont nous avons besoin pour se connecter aux réseaux économiques européens » (EÉLV). Mais, dans une société dominée par la liberté d'entreprendre et de produire n'importe quoi, où seuls comptent les superprofits, une écotaxe ne pourra rien contre l'augmentation continue des marchandises transportées.

### Des taxes inefficaces

Avec une taxe carbone, les grosses sociétés de transports supprimeront les petites et continueront à faire rouler leurs 48 tonnes. En Suisse où l'écotaxe existe depuis 13 ans, 2/3 des recettes sont affectées au rail. Résultat : deux fois plus de voies ferroviaires construites à travers les Alpes et percements de deux nouveaux tunnels (Saint-Gothard et Simplon) pour acheminer des marchandises. Celles-ci sont passées de 30 à 60 millions de tonnes, donc

plus de camions pour les acheminer. Le ferroutage, les autoroutes ferroviaires et les TGV-fret sont en réalité le moyen de contourner les nœuds routiers (montagne, mer, Paris, Lyon) et non de réduire l'impact des poids lourds sur l'environnement (voir *L'Anticapitaliste* n° 210).

L'écotaxe ne servira pas non plus à relocaliser les activités agricoles. Ainsi, l'abattage des porcs étant moins cher en Allemagne (pas de salaire minimum, exploitation des travailleurs roumains, salaires à moins de 4 euros de l'heure), les élevages s'en rapprochent. La taxe ne fera qu'accélérer la disparition des petits paysans, transporteurs et commerces. Et comme la TVA, elle sera payée par les consommateurs. En ce qui concerne la taxation du carbone, l'Agence internationale de l'énergie a estimé que pour baisser de 50% les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2050, ce qui est insuffisant, il faudrait

faire payer la tonne de CO<sub>2</sub> 600 dollars. Quand on sait que 1000 litres de gas-oil, c'est 2,7 tonnes de CO<sub>2</sub>, on imagine le montant de la taxe... Irréaliste!

### Bricolage ou remise en cause du système?

De quoi avons-nous besoin, et comment le produire? Poser ces questions est vital, sinon l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique ne peut être atteint.

Il faut réduire drastiquement l'utilisation des déplacements motorisés de personnes et de marchandises qui génèrent 27% des émissions de CO<sub>2</sub>. Des mesures transitoires sont possibles.

Pour les personnes, il faut un développement des transports en commun publics, donc la gratuité. En décidant d'augmenter le nombre d'autocars sur les routes au détriment du train, le gouvernement cède au

patronat routier, au détriment des salariéEs et de l'environnement. Et dans le même temps, Ségolène Royal promeut la voiture électrique! Les études sont formelles : pour inciter les usagers à prendre les transports en commun, et donc diminuer l'impact de la voiture individuelle, la gratuité est nécessaire. Mais là, étrangement, les partisans des « taxes écologiques », tel EÉLV, sont contre. Pour les marchandises, il faut transporter moins et donner la priorité au ferroviaire. Les destructions environnementales résultant du transport de marchandises sont énormes : destruction du foncier, des forêts, des zones agricoles, des écosystèmes. Au niveau européen, la Politique agricole commune (PAC), qui favorise les cultures intensives destinées à l'exportation, contribue largement à ce désastre écologique mondial.

Nous soutenons les revendications des salariéEs : l'amélioration des salaires et des conditions de travail et de vie pour tous les routierEs au niveau européen et un statut international pour les marins, ainsi que les luttes des cheminotEs et des salariéEs de l'aviation et des ports contre toutes les attaques de leurs statuts et du service public. Nous exigeons l'arrêt des grands travaux inutiles et la réorientation des investissements, l'interdiction de transporter les fruits et légumes pouvant être produits localement, ainsi que l'interdiction de transporter des produits non réparables.

**Commission nationale écologie**

## ALLOCATIONS FAMILIALES Une arme contre la Sécu, pour plus d'austérité

Depuis 1946, les allocations familiales sont versées inconditionnellement à tous les foyers à partir de deux enfants de moins de 20 ans. Leur montant varie uniquement en fonction du nombre d'enfants<sup>1</sup> : c'est le principe d'universalité...

### DÉGRESSIVITÉ DES ALLOCS FAMILIALES...



cela, il dispose de pistes... Le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie a demandé la modulation du remboursement par les complémentaires santé des dépassements d'honoraires. L'Insee a publié dans sa revue *Économie et Statistique* une étude sur le ticket modérateur qui pourrait être modulé selon les revenus et un rapport sur

l'évaluation du bouclier sanitaire, un système de plafonnement des dépenses de santé proportionnel au revenu.

Après les allocations familiales, les remboursements maladie pourraient être à leur tour modulés ou ne plus être accessibles au-delà d'un certain niveau de revenus. Le patronat cherchant toujours

plus à se désengager du financement de la Sécu, le recours aux complémentaires santé sera la seule alternative. Et pour celles et ceux qui ne pourront pas payer les contrats d'assurance, il ne restera que des prestations minimum d'assistance et la charité. L'abandon de l'universalité marque une nouvelle étape vers la destruction de Sécurité sociale.

La Sécu n'a pas pour fonction de réduire les inégalités de revenus ce qui relève théoriquement de la fiscalité. C'est pourquoi nous revendiquons en particulier un impôt sur le revenu beaucoup plus progressif et la suppression de la TVA. La Sécurité sociale doit permettre de bénéficier des mêmes droits pour tous et toutes : le droit à des remboursements à 100%, à des allocations familiales – revalorisées – dès le premier enfant et à des retraites dans la continuité du salaire.

**S. Bernard**

<sup>1</sup> - Exceptions : la prime à la naissance et l'allocation de rentrée scolaire sont soumises à condition de ressources et l'aide à la garde des enfants à domicile est modulée en fonction des ressources.



# MEXIQUE De nouvelles disparitions déclenchent une crise politique

Depuis fin septembre, une vague de manifestations croissante secoue le Mexique suite à l'assassinat et la disparition d'étudiants dans l'État du Guerrero. Le mercredi 8 octobre, il y a eu une première journée de solidarité avec les étudiantEs de l'école rurale d'Ayotzinapa, puis une nouvelle mobilisation internationale le mercredi 22 octobre sous le slogan « Ils les ont emportés vivants, vivants nous les voulons », pour punir les coupables.

Le 23 septembre, dans la ville d'Iguala, dans le Guerrero, un groupe d'étudiants de cette école distribuait des tracts dans une réunion du gouvernement local. Expulsés de la salle, ils sont alors pourchassés par la police municipale qui tire sur eux, s'en prenant même à un car d'étudiants venus faire du foot. 6 étudiants sont assassinés et plusieurs grièvement blessés, puis 43 étudiants sont arrêtés et embarqués vers une destination inconnue...

## «Dégâts collatéraux»?

Avec la prétendue « guerre contre les narcotrafiquants », commencée par l'ex-président Calderón (du PAN) et poursuivie par Peña Nieto (du PRI), le nombre de disparus est passé à plus de 10 000, surtout des civils présentés comme « dégâts collatéraux » de la prétendue « guerre contre le crime organisé ». Cela les différencie des plus de 500 cas, les « disparus politiques », dénoncés depuis les années 70-80 par Rosario Ibarra et le Comité « Eureka » des mères de disparus, qui étaient eux accusés par le gouvernement – parfois à tort – d'être membres d'organisations politico-militaires. Avec la disparition des étudiants du Guerrero, c'est le retour des disparitions de militants politiques ou sociaux. L'agression a été ouvertement menée contre les étudiants



d'une école, centre de formation de maîtres pour la population rurale et indigène la plus défavorisée, issus eux-mêmes de ces milieux et résistant à la disparition de ce type d'écoles. Et en son sein, il y avait des militants actifs de la Fédération d'étudiants paysans socialistes du Mexique. Face aux témoignages flagrants des survivants, le gouvernement a dû admettre qu'ils avaient été arrêtés par la police municipale, puis livrés à un parrain narcotrafiquant qui avait donné l'ordre de les tuer et de les enterrer dans des fosses communes clandestines en pleine campagne. Des policiers et militaires, des médecins légistes argentins – et non mexicains, car

les familles se méfient des autorités mexicaines – ont trouvé plus de dix fosses dont ils tentent d'identifier les restes humains.

## Décomposition politique

Le gouvernement municipal d'Iguala et le gouvernement du Guerrero sont dirigés tous les deux par le Parti de la révolution démocratique (PRD), ce qui révèle le degré de décomposition atteint par celui-ci. Élu en 2012 grâce à la fraude électorale, l'actuel président du Mexique Peña Nieto a réussi fin 2012 à signer le Pacte pour le Mexique entre PRI, PAN et PRD, en soutien à sa présidence, pour imposer les plus graves réformes néolibérales en 2013 et 2014.

La responsabilité du PRD, qui a approuvé tant de réformes anti-sociales, s'étend à présent au domaine des droits de l'homme, avec des crimes qui rappellent ceux de la première époque du PRI. Le maire d'Iguala a pris la fuite. Le gouverneur de l'État refuse de démissionner, soutenu durant les 15 premiers jours par son parti, le PRD, ainsi qu'au Congrès par le PRI. Si ces partis s'acharnent tant à nier leur responsabilité, c'est parce qu'ils voient bien qu'avec toutes les attaques contre les travailleurs et le peuple, la dynamique explosive du mouvement peut déboucher sur une remise en cause du pouvoir, des instances locales ou fédérales. Les étudiants et instituteurs d'Ayotzinapa se sont violemment affrontés avec la police d'État, et ont incendié des bâtiments officiels. Ce 8 octobre a été une journée de mobilisation impressionnante, allant des secteurs en lutte comme le SME (Syndicat d'électriciens mexicains), aux secteurs catholiques et même à l'EZLN dans le Chiapas, avec aussi des grèves dans les universités. L'OPT (mouvement politique impulsé par le SME, et dont les camarades du PRT mexicain sont partie prenante) affirme que l'opposition réelle aux réformes néolibérales n'est pas au Congrès mais dans la rue. Il faut un référent politique et social pour unifier toutes les luttes en un mouvement politique pour mettre dehors l'oligarchie néolibérale et ses instruments, les partis du Pacte du Mexique, en luttant au sein des résistances et des nouveaux mouvements sociaux qui rompent avec le système.

De Mexico, Edgar Sánchez (PRT)  
Traduit par Monica Casanova

## EBOLA La « coalition de l'inaction » continue



Ebola au Texas. DR

Avec des personnes contaminées aux USA et en Espagne, voilà la grande peur et la tentation de fermer les frontières. Et ce qui devrait être un non-événement, la prise systématique de température à l'arrivée du vol Conakry-Paris, prend des allures de ligne Maginot. En oubliant qu'elle était déjà pratiquée au décollage, et qu'elle est décrite par toute la communauté scientifique comme peu efficace...

Cela masque les véritables enjeux. Depuis des mois, Médecins sans frontières (MSF) dénonce la « coalition de l'inaction ». Mais la déclaration en septembre d'une « urgence sanitaire mondiale » par les grands de ce monde n'a pas radicalement changé la donne. Le virus Ebola continue sa progression, faute de moyens investis dans les deux piliers de la lutte contre le virus que sont l'isolement des patients et le suivi des cas contacts.

Selon Tarik Jasarevic, porte-parole de l'OMS, seuls 21% des besoins en lits sont satisfaits au Liberia, 29% en Sierra Leone et 50% en Guinée. Les malades restent donc chez eux et infectent de nouvelles personnes. Il manque cruellement informations, moyens, équipes pour les enterrements sécurisés. En Sierra Leone, la moitié des gens s'infectent encore au contact des mortEs. Alors, le virus continue sa progression : le nombre de malades double toutes les quatre semaines.

## Profit des trusts et austérité des États

C'est toujours l'ONG Médecins sans frontières qui est aux avant-postes de la lutte contre Ebola, et pas l'OMS. Tout un symbole. La crise financière internationale et l'absence de menace sanitaire de grande ampleur sur les pays occidentaux ont réduit comme peau de chagrin les contributions étatiques à l'OMS, qui a vu la part la plus importante de ses financements passer des contributions des États aux dons des fondations, licenciant au passage plus de 300 personnes. Pire, le Dr Ballou, chef du programme de recherche sur le vaccin contre Ebola chez GlaxoSmithKline a reconnu sur la BBC qu'en mars dernier, alors que l'épidémie d'Ebola avait déjà commencé, l'OMS et la firme pharmaceutique étaient tombés d'accord sur l'inutilité de développer le vaccin, et la nécessité de continuer « une simple surveillance de l'épidémie »... La « coalition de l'inaction » dénoncée par MSF a un nom : le profit des trusts, l'austérité des États, avant la santé du monde!

Une accusation qui vaut aussi pour les contaminations aux USA et en Espagne à partir de personnes hospitalisées. Le Center for Disease Control d'Atlanta s'interroge sur une faille dans les protocoles. Le plus important syndicat d'infirmierEs américain National Nurses United lui répond : « Il n'y avait pas de protocole, pas de formation, pas de matériel adapté »... Les tenues ne protégeaient pas une partie du visage et du cou, alors il a fallu mettre du ruban adhésif pour compenser les équipements de protection inadéquats ! Malgré les protestations du personnel, le malade est resté des heures dans une zone d'attente avec d'autres malades, au risque de les infecter. Les prélèvements sont passés sans protection particulière à travers le système de tubes de l'hôpital, avec la risque de contaminer celui-ci. En Espagne, le service des maladies infectieuses de l'hôpital madrilène Carlos III où a eu lieu la contamination était en cours de fermeture cet été. Il a réduit de 12% son personnel en 2013, à l'image du système de santé espagnol victime de l'austérité qui a perdu 28 500 emplois en deux ans. Il faut sauver les riches, la sécurité des personnels face à Ebola attendra.

Frank Cantaloup

## ÉTAT ESPAGNOL

# La Catalogne et les enjeux du 9 novembre

Ce qu'on appelle le « processus souverainiste » catalan s'était déjà heurté au mur autoritaire du régime espagnol en 1978. Aujourd'hui, le rejet radical du PP et du PSOE d'une consultation le 9 novembre montre leur mépris total du peuple catalan...

Le gouvernement de Rajoy a suspendu la loi catalane en vue de la consultation, et Artur Mas, le président de la Généralité de Catalogne, n'a pas osé défier la légalité espagnole et le pouvoir judiciaire, voire la cour constitutionnelle présidée par un magistrat du PP... Après des négociations très tendues entre les partis qui ont soutenu la consultation (environ 70% du Parlement catalan), l'ERC (indépendantistes de centre-gauche, majoritaires en Catalogne aux Européennes) et la CUP (nationalistes révolutionnaires) vont soutenir la proposition du gouvernement de la Généralité de tenir une consultation alternative, mais sans utilisation du recensement officiel. L'ICV (gauche antilibérale et verte) n'y est pas favorable, considérant que le compte n'y est pas...



« Nous voulons voter ». DR

et l'organisation d'élections dans un délai maximum de trois mois en vue de l'indépendance si une majorité claire s'exprime en ce sens. La pression des classes moyennes touchées par la crise est très forte. La nature réactionnaire du PP et les tensions croissantes dues aux coupes budgétaires ont créé un état d'esprit favorable à l'indépendance. Le gouvernement catalan s'est déchargé de sa part de responsabilité dans les politiques d'austérité sur Madrid, et pour cela a dû surfer sur une vague indépendantiste qu'il ne contrôle pas. Si cela va si loin, c'est aussi dû à l'absence de victoires du mouvement ouvrier et des mouvements anti-austérité, ainsi qu'à la faiblesse

relative de la gauche anticapitaliste. En effet, dans l'ensemble de l'État espagnol, le basculement des classes moyennes à gauche et son rapprochement avec des secteurs de la classe ouvrière – les marées anti-austérité, l'émergence de Podemos – est partiellement bloqué en Catalogne par le clivage sur l'identité nationale et par le fait que, pour l'instant, la gauche n'est pas capable d'offrir une issue crédible à la fois contre l'austérité et répondant à la question nationale.

## Crise politique en Catalogne... et en Espagne

Le PS catalan se « pasokise » très vite. Le PP chute dans les sondages au point de devenir presque extraparlamentaire. CiU (Convergència i Unió, parti nationaliste bourgeois hégémonique depuis la transition) a perdu son hégémonie à cause de l'austérité et de la corruption et est au bord de la scission... De plus, la montée de la colère, de l'indignation, de la population, avec un nouveau scandale (des cartes de crédit occultes données à des dirigeants de

Bankia), la poussée de Podemos dans les sondages et la récente abdication du roi Juan Carlos montrent que l'on est aux portes d'une crise politique majeure dans toute l'Espagne, mais qui peut se précipiter en Catalogne dans les mois qui viennent. Hélas, l'incompréhension par le souverainisme catalan du besoin de tisser des liens de solidarité avec la gauche espagnole reste un obstacle majeur pour pouvoir renverser ce régime, tout comme est impossible un changement de régime en Espagne qui n'offre pas une réponse politique aux revendications catalanes. Il faut construire un front de toutes les forces pour la rupture sur le plan national et social, et être capable de disputer l'hégémonie politique au nationalisme petit-bourgeois d'ERC, complice de l'austérité avec son soutien « patriotique » aux coupes faites par CiU. Il faut le faire avec la gauche indépendantiste, antilibérale et surtout avec les nouveaux sujets issus de l'auto-organisation populaire. Bref, profiter à fond des opportunités qui s'ouvrent.

De Barcelone, Andreu Coll



## HONG KONG

## Le « Mouvement des parapluies »

Les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées en juin-juillet dernier exigeaient que la prochaine élection du chef de l'exécutif se fasse au suffrage universel... Ce à quoi Pékin a rétorqué que tout le monde serait effectivement libre de choisir... entre deux ou trois candidats sélectionnés sous son contrôle par un comité de 1200 membres. Une provocation qui a déclenché voilà trois semaines le grand mouvement d'occupation à Hong Kong<sup>1</sup>.

Le comité de nomination des candidats à l'élection du chef de l'exécutif n'est pas une simple chambre d'enregistrement des décisions du Parti communiste chinois (PCC) qui n'a pas d'existence officielle à Hong Kong, mais dont la présence est très réelle : il offre un cadre de négociation entre représentants officiels de Pékin et hommes d'affaires du territoire, sous la tutelle du régime (rappelons que Hong Kong est aujourd'hui une région administrative spéciale de la République populaire). De même, le Conseil législatif comprend 60 membres dont une moitié est élue par circonscriptions et l'autre via des collèges socioprofessionnels où seule une minorité a le droit de vote afin de sur-représenter les élites. Le suffrage universel n'existe en fait que pour les municipales.

indépendant si la démocratie politique régresse ? Comment pourra-t-il défendre les droits du travail alors qu'aujourd'hui déjà, ce combat se heurte à des institutions dominées par les spéculateurs et les grands patrons ? Au sortir du statut colonial, Hong Kong avait la réputation d'un territoire où seul l'économique comptait. Une génération plus tard, il apparaît que même ici, le politique importe ! Les jeunes notamment ne veulent pas être dessaisis de libertés récemment gagnées, surtout à l'heure où les inégalités s'accroissent et où l'ascenseur social est en panne. La précarité augmente. Les prix de l'immobilier flambent ; l'urbanisme inscrit dans l'espace l'ampleur du fossé entre riches et pauvres dans une des villes les plus chères du monde. Le diplôme ne garantit plus un emploi décent. Dans ces conditions, le flux quotidien des transfrontaliers venus du continent provoque de dangereuses réactions xénophobes (la droite locale traite de « sauterelles » les continentaux). La condition faite aux migrantes venues d'Asie pour des emplois domestiques est souvent scandaleuse.

## Intransigeance du « bloc réactionnaire »

Le Mouvement des parapluies (utilisés pour se protéger des jets par la police de produits au poivre) s'est étendu à des quartiers très populaires, comme Mongkok, suscitant de nombreux échanges informels entre étudiantEs, salariéEs, « petit peuple »<sup>2</sup>... Le pouvoir est très conscient des risques d'élargissement social de la protestation. Il fait tout pour provoquer en son sein des divisions, pour instiller aussi la peur. Le PCC a fait donner la mafia pour provoquer des incidents avec les manifestantEs, pendant que les possédants font campagne contre le danger du chaos, dramatisant les conséquences économiques de l'instabilité politique. Le mouvement se poursuit, mais dans des conditions très difficiles face à l'intransigeance d'un véritable « bloc réactionnaire » entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et la « bourgeoisie de connivence » du territoire (le « crony capitalism » ou « capitalisme des copains ») où se mêlent spéculateurs immobiliers, mafieux, représentants des multinationales, fonctionnaires prévaricateurs...

1 - Voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33210>

2 - Voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article33235>



À Hong Kong, police contre parapluies vendredi 17 octobre. DR

## Décolonisation, libertés et démocratie

L'épreuve de force s'est nouée sur la question de l'élection en 2017 du chef de l'exécutif, mais l'enjeu est beaucoup plus général. Le processus de décolonisation de Hong Kong, initié en 1984 et achevé en 1997 par sa rétrocession à la Chine, a permis, pour la première fois, l'instauration d'institutions semi-démocratiques. Sous le régime « un pays, deux systèmes », ce processus devait se poursuivre. Il apparaît maintenant qu'il risque au contraire de s'inverser et que demain, non seulement le jeu électoral serait encore plus contraint, mais les libertés civiques réduites (droit d'association, etc.). C'est précisément ce point que la Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU) a souligné, en apportant son soutien au mouvement d'occupation initié par les étudiants : de quel espace social bénéficiera un syndicalisme

## LA « CHINE PUISSANCE » EN ASIE ORIENTALE :



## TAÏWAN Le « Mouvement tournesol »

En mars-avril dernier, l'Assemblée législative de Taïwan a été occupée pendant 22 jours (!) par des étudiantEs dénonçant l'adoption sans véritable débat d'un accord de libre-échange (portant sur les services) entre l'île et... la Chine continentale. Ce « Mouvement tournesol » de désobéissance civile a reçu un important écho populaire, à l'instar du « Mouvement des parapluies » hongkongais. Les étudiantEs se sont politisés rapidement et des centaines de milliers de personnes ont participé sous une forme ou une autre à la lutte.

Dix-sept syndicats ont dénoncé l'accord de libre-échange parce qu'il favorisait le grand capital, l'exploitation du travail et des petites entreprises : « Ces dernières années, le mouvement ouvrier de Taïwan a aussi connu des mouvements de protestation contre l'OMC, [l'accord sur] le porc et le bœuf américain, la zone de libre-échange et d'autres facettes de la libéralisation... L'accord sur les services donne au capital chinois un avantage compétitif pour pénétrer à Taïwan et ouvrir des commerces [débouchant sur une vague de concurrence aiguë] pour laquelle le Travail sera une nouvelle fois sacrifié »<sup>1</sup>. Trois choses méritent ici d'être soulignées. Les syndicats dénoncent l'ingérence du capital chinois (venu du continent) et non pas du « communisme » : ils situent ce combat particulier dans le cadre plus général de la résistance aux politiques néolibérales.



À Taïwan, les tournesols en lutte. DR

Washington, qui défend son propre projet de Partenariat Trans-Pacifique, ne s'y est pas trompé : les États-Unis ont rapidement réagi au mouvement en enjoignant les Taïwanais à ne pas rejeter par principe les accords de libre-échange. De même, le Front rural de Taïwan (TRF) et le Syndicat des paysans de Taïwan, membre de la Via Campesina en Asie de l'Est et du

Sud-Est, a lancé le 25 mars dernier un appel à la solidarité internationale contre l'adoption de l'accord de libre-échange sino-taïwanais et la répression policière.

## Développement d'un cartel d'intérêt

La mise en parallèle des événements de Hong Kong et Taïwan est particulièrement instructive.

Les deux territoires ont été des bastions anticommunistes où la bourgeoisie chinoise s'est réfugiée après avoir été défaite par la révolution maoïste. Le premier est resté une colonie britannique jusqu'en 1997, le second avait été une colonie japonaise de 1895 à 1945, avant d'être littéralement occupé en 1949 par les armées en déroute du Kuomintang, qui y a instauré un régime dictatorial de parti unique. Comme à Hong Kong, les réformes démocratiques (partielles) sont récentes, remontant ici à 1996, et ont été mises en œuvre « par le haut » et non pas conquises « par le bas », dans la lutte. Ces réformes sont donc fragiles, car les possédants peuvent décider plus facilement de revenir dessus – mais il est maintenant clair que, dans les deux cas, cela ne se ferait pas sans résistances sociales d'importance. Pendant plusieurs décennies, les régimes de Taipei et Pékin



## CHINE-JAPON **Nouvelles perspectives**

Pékin « offre » aux pays d'Asie du Sud-Est une pax sinica en tentant de se subordonner leurs élites, en accentuant leur dépendance économique vis-à-vis du marché intérieur chinois, en y investissant massivement, en usant de sa capacité militaire et de sa position de superpuissance navale dans la région. Cela ne va pas de soi dans une zone longtemps dominée par les États-Unis, mais le nouvel impérialisme chinois « en constitution » a marqué de nombreux points durant la dernière décennie<sup>1</sup>. Il est à l'initiative et Washington à la traîne.

Les choses se présentent de façon différente en Asie du Nord-Est. Non seulement les États-Unis possèdent dans cette région leurs principales bases militaires (Corée du Sud, Okinawa...), mais le Japon est une puissance établie, même si – du fait de sa défaite en 1945 et du pacifisme d'une population victime par deux fois de l'holocauste nucléaire US (Hiroshima et Nagasaki) – il a vécu sous le parapluie militaire étatsunien. Ceci dit, son armée (dite « forces d'autodéfense ») est loin d'être négligeable!

### Tensions et escalade entre puissances capitalistes

Autant Pékin était arrogante à l'encontre des pays d'Asie du Sud-Est, autant elle restait prudente envers le Japon. C'est en fait ce dernier qui a ouvert en 2012 le cycle des provocations, « nationalisant » ostensiblement l'archipel des Senkaku (nom japonais) / Diaoyu (nom chinois), sous contrôle nippon depuis 1895 mais qui « appartenait » à un riche propriétaire privé. Cette « nationalisation » est intervenue alors que Tokyo tente de mobiliser l'opinion nationaliste et militariste, laissant même fuiter qu'un jour le Japon devra se doter de l'arme nucléaire et devra s'émanciper de la « protection » US.

Avec l'armement nucléaire et les tirs de missiles nord-coréens, les Senkaku sont devenues le « point de fixation » qui permet le redéploiement militaire nippon. En 2013, le nouveau Premier ministre Shinzo Abe a annoncé la constitution d'une force spéciale de 600 hommes et 12 navires pour surveiller l'archipel, avec dix nouveaux bâtiments de 1000 tonnes en plus des deux porte-hélicoptères existants. Cette unité, qui devrait être totalement opérationnelle en 2016, sera basée sur l'île d'Ishigaki, à 175 km des Senkaku. Shinzo Abe a aussi décidé de la construction du Izumo, le plus grand destroyer de la flotte japonaise.

En d'autres temps, Pékin aurait essentiellement répondu à la nationalisation des Senkaku/Diaoyu sur le plan politique et diplomatique, profitant notamment de ce que le réarmement nippon inquiète tous les pays de la région qui gardent de forts mauvais souvenirs de l'occupation japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, elle répond sur le terrain même de l'escalade, y compris militaire. Tout au long des années 2013-2014, les incidents se sont succédé, avec en particulier en novembre dernier la définition d'une zone d'identification aérienne en mer de Chine couvrant les îles Senkaku, entraînant de vives protestations diplomatiques de Tokyo, Séoul et Washington.

Le PCC utilise lui aussi les Diaoyu pour chauffer l'opinion nationaliste en Chine, donner une légitimité à son pouvoir confronté à la « menace étrangère », détourner l'attention de la répression intérieure. Jamais la Chine, affirme aujourd'hui le gouvernement, n'a « cédé un pouce



Senkaku-Diaoyu: les îles de la discorde. DR

de son territoire national sacré », ce qui est une plate contre-vérité historique, car la direction maoïste a bel et bien accepté de telles concessions pour faciliter des accords frontaliers, notamment avec la Corée du Nord.

### La mer, enjeu stratégique

Les enjeux stratégiques de ces conflits maritimes sont considérables. Il ne s'agit pas seulement de l'exploitation des richesses marines, mais aussi pour la Chine de l'accès à l'océan Pacifique, et pour les puissances nippon-occidentales de l'utilisation libre de la mer de Chine : c'est l'une des zones de transit naval les plus importantes au monde! Avec en sus la situation dans la péninsule coréenne, l'Asie du Nord-Est est l'une des principales zones de tension directe entre puissances, si ce n'est la principale. À la différence de l'époque antérieure, il s'agit bien aujourd'hui de conflits entre puissances capitalistes, anciennes et nouvelles. Au Loong Yu, militant chinois à Hong Kong de longue date, explique fort bien les implications politiques de ce changement d'époque.

Dans les années 1970, à l'âge de 14 ans, Au Loong Yu est entré en politique pour défendre, au nom du nationalisme, la souveraineté

chinoise sur les Diaoyu/Senkaku. Devenu trotskiste, il a continué à défendre la souveraineté chinoise, mais cette fois pour des raisons internationalistes : affaiblir l'alliance nippo-américaine et rompre l'isolement de la Chine populaire menacée par l'impérialisme du fait de sa dynamique anticapitaliste. Rien de tel aujourd'hui, juge-t-il : nous avons à faire à des conflits assez classiques entre puissances capitalistes. En conséquence, les militants progressistes de Hong Kong, de Chine continentale, de Taïwan<sup>2</sup> et du Japon doivent unir leurs forces pour s'opposer aux logiques guerrières de souveraineté sur un archipel inhabité. Que les Senkaku/Diaoyu soient rendues aux poissons et aux petits pêcheurs de la région, que l'espace maritime redevienne un « commun » qui puisse être géré conjointement au bénéfice des peuples de la région et de l'écologie<sup>3</sup>.

### Le combat internationaliste continue

L'argument ne vaut évidemment pas que pour les Senkaku/Diaoyu. Tous les conflits de souveraineté maritimes en mer de Chine (une appellation internationale réfutée par la plupart des pays riverains) concernent des petits archipels, des

îlots, des rochers, voire des récifs inhabités. Pas d'autodétermination possible! Invoquer l'histoire antique pour justifier les prétentions souveraines d'aujourd'hui n'a aucun sens. Chaque centimètre carré de la mer de Chine est devenu l'objet d'ambitions antagoniques entre deux, trois, voire quatre pays. L'internationalisme aujourd'hui ne peut que rejeter cette logique infernale qui nourrit nationalismes agressifs et militarismes : il faut refuser de se ranger dans le « camp » de l'une des puissances en compétition, que ce soit les États-Unis, le Japon, la Chine...

L'internationalisme, c'est apporter son soutien aux mouvements antimilitaristes, tel celui mené depuis de nombreuses années à Okinawa contre les bases US, ainsi que défendre une entente entre les peuples de la région, indépendante des alliances entre États sous l'hégémonie d'une puissance. C'est encore soutenir tous les efforts engagés dans le « monde chinois » pour que des liens solidaires et populaires se renforcent entre Hong Kong, Taïwan et Chine continentale.

Pékin fait tout censurer l'information concernant le « Mouvement des parapluies ». Cependant des centaines de milliers de continentaux passent par Hong Kong. Une page Facebook est même apparue en Chine pour soutenir le combat mené à Hong Kong<sup>4</sup>. Il nous est évidemment impossible de mesurer l'impact des événements de ce petit territoire dans un pays-continent. Mais impact il y a.

1- Voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32424>

2- Taïwan revendique aussi la souveraineté sur l'archipel des Senkaku/Diaoyu

3- Voir en anglais <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32959> Ce texte va paraître très prochainement en français dans les Cahiers de l'émancipation (revue Contretemps) avec, notamment, un texte de Poe Yu-ze Wan sur Taïwan et un autre de Holly Hou Lixian sur le mouvement LGBT en Chine continentale.

4- Voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32326>

Les tensions inter-puissances ne déclinent pas en Asie orientale, bien au contraire. Les États-Unis renforcent leur présence militaire à Okinawa au Japon et dans leur ancienne colonie des Philippines. Les autorités japonaises « réinterprètent » la clause pacifiste de leur Constitution pour déployer plus librement leurs forces armées. Pékin affirme sa souveraineté sur toute la mer de Chine du Sud, engageant un bras de fer avec le Vietnam et d'autres pays riverains. La VII<sup>e</sup> Flotte US vient « observer » les manœuvres de son homologue chinoise (dotée d'un porte-avion) qui « riposte » en envoyant des navires de guerre couper la route des destroyers américains. La spirale sans fin des provocations et contre-provocations se poursuit au large de l'archipel nippon. La montée en puissance de la Chine bouleverse les équilibres géostratégiques régionaux, mais elle provoque aussi une crise politique à Hong Kong et à Taïwan – crise qui met en lumière les liens noués entre d'un côté la bourgeoisie née ces trois dernières décennies au sein même de la République populaire et de l'autre les bourgeoisies hongkongaises ou taïwanaises plus traditionnelles – ainsi que la profondeur des résistances démocratiques que cette nouvelle entente provoque.

C'est à cette question que le dossier de cette semaine est avant tout consacré. La Chine est aujourd'hui capitaliste, mais reste dirigée par un parti nominale « communiste ». La Constitution chinoise a été radicalement modifiée pour légaliser la propriété bourgeoise, mais la République reste nominale « populaire ». Cette apparente continuité institutionnelle laisse croire que s'oppose aujourd'hui un autoritarisme « communiste » aux libertés « capitalistes », alors que nous sommes face à un nouveau modèle de capitalisme étatique autoritaire dont l'Asie a connu bien des formes.

Dossier réalisé par Pierre Rousset

ont été en situation de guerre latente, tous deux prétendant représenter la Chine entière. Mais dernièrement, les accords économiques sino-taïwanais se sont multipliés, au point qu'une « ploutocratie trans-détroit » se constitue entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et des secteurs importants des élites bourgeoises de l'île, au point qu'une partie croissante de la population s'inquiète de l'influence du « facteur Chine », y compris dans le domaine politique et institutionnel. Le poids de ce cartel d'intérêt sino-taïwanais devient si important qu'il risque d'imposer dans les faits sa loi.

### Intérieur-extérieur, neuf-vieux: le capitalisme chinois...

Le « Mouvement tournesol » est politiquement hétérogène. La droite et la gauche taïwanaises sont divisées entre tenants du statu quo (négocier avec Pékin en restant adossé aux États-Unis), pragmatiques, « unificationnistes » (prônant la réunification de la Chine) et « indépendantistes ». Il est à craindre que les « unificationnistes » de gauche se contentent de reprendre le discours officiel du PCC, comme si le régime du continent restait « socialiste » et offrait au monde un modèle de développement. Quant aux « indépendantistes » de gauche, ils portent souvent un regard bien peu critique sur la

« démocratie libérale inachevée » en vigueur dans l'île. Les tenants d'une gauche radicale, porteuse d'un projet à la fois anticapitaliste et antibureaucratique, de démocratie socialiste, existent, mais restent très minoritaires. Quoi qu'il en soit, ce « Mouvement tournesol » a mis en lumière l'ampleur du rapprochement entre la « bourgeoisie bureaucratique » du continent et un secteur significatif des élites bourgeoises taïwanaises qui restaient il y a peu viscéralement hostiles au PCC. Au-delà de Hong Kong et de Taïwan, c'est tout le capital chinois transnational (Singapour en particulier, l'Asie du Sud-Est en général, l'Amérique du Nord...) qui est concerné par ces développements. Le succès spectaculaire de la « bourgeoisification » de la bureaucratie chinoise sur le continent tient pour beaucoup à la capacité qu'elle a eu de s'associer une part significative du capital chinois transnational. L'avenir de son entreprise impériale tient lui aussi pour une part importante au maintien, à l'approfondissement de ces liens : un conflit d'intérêts majeur entre le nouveau capital chinois « de l'intérieur » et l'ancien capital chinois « de l'extérieur » pourrait porter un coup d'arrêt à la montée en puissance de la Chine.

1- Voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31621> D'autres syndicats, minoritaires et liés pour part au KMT, ont soutenu l'accord.





BLOIS (41)

## La contestation aux Rendez-vous de l'histoire

Les Rendez-vous de l'histoire de Blois constituent un événement important pour les historienEs, chercheurEs, enseignantEs du secondaire, militantEs associatifs, syndicalistes. Le public y est très nombreux et témoigne d'une grande demande sociale d'histoire. Cette année, le thème du festival était « Les rebelles »...

Le conseil scientifique a appris cet été par la presse que Marcel Gauchet en ferait la conférence inaugurale, sans débat, donnant le ton à l'édition. Une véritable provocation ! Peu connu du grand public quoique très sollicité par les médias, Marcel Gauchet est un penseur réactionnaire, opposant virulent aux mouvements sociaux. L'un de ceux qui disent aujourd'hui que les questions posées par le FN sont de bonnes questions à aborder sans tabou, que « l'immigration » est l'un des problèmes majeurs de notre société, un penseur sexiste qui déplore le « matriarcat psychique » né des années 1968. Ce choix a procédé d'une décision unilatérale de Jean-Noël Jeanneney qui préside ce festival (ancien secrétaire d'État, il a aussi été président de la Bibliothèque nationale de France et de Radio France).

### La rébellion s'invite

En réaction, un travail collectif s'est élaboré, une pétition recueillant 240 signataires dans le milieu somme toute restreint des historienEs. Un « off » réunissant 70 personnes s'est aussi tenu à Blois : des universitaires, des profs du secondaire, des militantEs syndicaux et associatifs, des éditeurs, à la Bourse du travail. ChacunE a pu y prendre la parole, brisant le dispositif classique des universitaires supposés savoir et du public réceptif mais passif. Des liens se sont noués, avec entre autres le projet d'écrire un livre, mais aussi d'organiser un vrai « off » à Blois l'année prochaine, axé sur une histoire critique et engagée.

En face, la réaction a été violente. Jeanneney a parlé de « fatwa », d'initiative « fétide » rappelant « les heures les plus sombres de notre histoire ». Gauchet a publiquement appelé les signataires à démissionner de leurs postes de chercheurs.

Premier ministre « rebelle », Manuel Valls est lui aussi venu à Blois pour parler du « rebelle » Clemenceau... Des camarades intermittentEs sont intervenus publiquement depuis la salle pour évoquer leurs revendications. Ils ont été rapidement sortis par les flics et interpellés. Comme quoi, on peut bien causer des rebelles, de Spartacus à Rosa Luxemburg, dans des fauteuils confortables, mais quand la rébellion s'invite au présent, l'ordre policier reprend ses droits. Évidemment.

Correspondante

# « Dégooglisons Internet »

Les logiciels privatifs deviennent des services et des applications web qui captent notre attention et nos données pour mieux les exploiter. Google est un symbole parmi d'autres : Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, Twitter, Dropbox... Ceux-ci ont réussi à nous rendre tellement dépendants de leurs services, souvent gratuits, que nous finissons par travailler pour leur empire sans même nous en indigner...

En les utilisant, nous ne contrôlons plus notre vie numérique. Car rien n'est gratuit pour une entreprise capitaliste : ce sont nos données personnelles qui deviennent les produits vendus par les géants de la Silicon Valley, nos comportements sont disséqués en permanence afin de mieux être ciblés par la publicité.

La centralisation des données dans les mains de quelques firmes facilite aussi considérablement les services d'espionnage, qu'ils soient gouvernementaux ou ceux d'organisations à but lucratif : les acteurs sont ainsi moins nombreux et plus dociles à fournir nos données pourtant privées (sites visités, mails échangés, vidéos regardées...) pour leur travail de surveillance et de censure. Les révélations d'Edward Snowden sur le programme Prism de la NSA ont démontré la réalité de ce danger.

### « Libres, décentralisés, éthiques, et solidaires »

Framasoft<sup>1</sup> est un réseau d'éducation populaire issu du monde éducatif, créé en 2001 et constitué en association loi de 1901 depuis 2004. Consacré principalement aux logiciels libres, il a décidé de sensibiliser le grand public et de lui proposer des services « libres, décentralisés, éthiques, et solidaires » face à chaque application « privatrice, centralisatrice, exploiteuse et enferrant ».

« Libre » signifie que les utilisateurs ont la liberté d'exécuter, copier, distribuer, étudier, modifier et améliorer les logiciels dont le code source est libre, donc accessible à touTEs. Internet n'aurait pas pu exister sans les logiciels libres, qui ont permis de développer des outils standards et des protocoles connus

et employés par touTEs, nécessaires au succès d'un réseau de communication mondial. « Éthique » et « solidaire » sous-entendent un Internet fait de partage, d'indépendance et d'accessibilité au plus grand nombre. L'indépendance est

### Des outils fonctionnels

Proposé par Framasoft, ce « plan de libération du monde »<sup>2</sup> est intitulé « Dégooglisons Internet »<sup>3</sup>. Une feuille de route est planifiée jusqu'en 2017, mais de nombreux services sont déjà fonctionnels, parmi lesquels :

de l'année un moteur de recherche, un service de rattachement d'URL, des catalogues d'ebooks libres, de l'hébergement d'images... Et bien d'autres services libres d'ici trois ans : stockage cloud, hébergement de fichiers, tube vidéo, listes de diffusion, micro-blogging et blogs.

### Une société de liberté, de partage et de solidarité

La lutte contre le capitalisme se joue aussi sur Internet, le média de communication le plus puissant aujourd'hui. Les « hackers » à l'origine des logiciels libres ont toujours été à l'avant-garde de la défense de nos libertés. Bien souvent sur la base du bénévolat, ils et elles ont pourtant réussi à développer des systèmes alternatifs crédibles.

Leurs initiatives, comme celle de Framasoft, sont précieuses pour les anticapitalistes. Elles méritent notre attention et notre soutien, et cela à double titre : parce que nous devrions nous préoccuper davantage de la sécurité de nos données et de nos échanges sur Internet ; parce que ces expériences sont un exemple de plus qu'une société non marchande basée sur la liberté, le partage et la solidarité, c'est possible.

### Commission informatique et liberté

1 - www.framasoft.net  
2 - www.framablog.org/index.php/post/2014/10/07/degooglisons-internet  
3 - www.degooglisons-internet.org  
Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France.



Dégooglisons Internet résiste à l'empire... DR

garantie par la décentralisation des services en ligne, pour assurer l'égalité de touTEs, éviter les monopoles et empêcher que les données personnelles ou publiques puissent être accaparées par qui que ce soit : idéalement, chacunE devrait pouvoir héberger ses propres données pour en garder le contrôle.

– Framapad, un système de traitement de texte collaboratif pour écrire des documents à plusieurs sans avoir à s'inscrire sur Google Docs...

– Framadate, qui permet de convenir d'une date de réunion ou de créer un questionnaire. Un Doodle qui ne donne pas les dates de réunions à la NSA ou à la DGSE...

– Framasphère, un réseau social respectueux de nos libertés et de nos droits, une alternative à Facebook... Framasoft a pour ambition de proposer également d'ici la fin



DR

## 16 OCTOBRE Occasions ratées ?

Après bien des hésitations et sous la pression, entre autres du secteur santé, la direction confédérale CGT avait appelé à une journée de mobilisation ce jeudi 16 octobre...

Le thème de la journée tournait autour de la question du budget de la Sécurité sociale. La direction fédérale de la métallurgie CGT, elle aussi sous la pression de différents syndicats notamment de l'automobile, décidait d'appeler dans la matinée à un rassemblement devant le Mondial de l'automobile à la Porte de Versailles.

Dans le même temps, la direction de la CGT menait une tactique unitaire sous forme de rencontres bilatérales, servant de prétexte pour jouer la carte de



La Sécurité sociale est vitale, mais construire la mobilisation aussi ! PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

l'abstention, à des directions peu enthousiastes de dénoncer la politique gouvernementale, surtout en tête à tête avec la CGT.

### Faibles mobilisations

Le résultat fut à la hauteur de cette préparation calamiteuse. Le matin, moins de 300 manifestantEs devant le

Mondial, avec des discours convenus et une forte présence policière qui ont vite découragé les manifestantEs de pénétrer dans le salon. Un peu de déception et le partage de l'idée qu'il faudra s'y prendre autrement la prochaine fois.

Guère plus d'enthousiasme l'après-midi. Les 150 initiatives annoncées par la CGT ne sauraient masquer la faiblesse de la mobilisation : quelques milliers de manifestantEs à Paris et dans quelques grandes villes. Dans les deux cas, l'absence de secteurs ou entreprises mobilisés, ce qui n'a pas permis de donner l'impulsion, la pêche, manquant à ce genre d'initiative. Pas vraiment de quoi faire revenir le gouvernement sur son budget ou sur les projets rétrogrades du pouvoir...

Robert Pelletier

## CAISSE D'ÉPARGNE

# La réouverture du bain pour les syndicalistes reportée...

SUD BPCE en manifestation. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO





1000 VACHES

# Des fermes, pas des usines!

Ce mardi 28 octobre, neuf militantEs de la Confédération paysanne comparaîtront devant le tribunal correctionnel d'Amiens pour leurs actions sur le site de l'usine des 1000 vaches.

**S**ymbole de l'industrialisation de l'agriculture, ce projet hors normes s'inscrit dans la course effrénée à la productivité intensive, à des fins purement financières : au profit du seul promoteur, avec des subventions publiques, au mépris des populations et des paysans qui le refusent. « Prenez [dixit la Confédération paysanne] 20 fermes de 50 vaches (la moyenne en France), et leurs 42 paysans (2,1 par ferme en moyenne), et mettez-les dans un hangar de la taille de deux terrains de football. Et enlevez les paysans, mettez plutôt 18 ouvriers au salaire minimum. Vous voilà prêts à produire... du lisier! En effet, tout l'intérêt n'est pas de produire du lait, mais d'alimenter un méthaniseur géant (sur-subventionné) avec les déjections des vaches. D'ailleurs, il vous faudra aussi 3 000 ha de terres agricoles, pas pour installer des paysans, mais pour épandre le digestat du méthaniseur ».

La Confédération paysanne et l'association Novissen (Nos villages se soucient de leur environnement) dénoncent ce projet qui met en péril la santé humaine et animale, la sécurité, l'environnement et l'emploi. Il y a les risques industriels du méthaniseur, le défilé de camions pour évacuer le digestat et transporter le lait, la pollution des sols et des rivières, les risques sanitaires – même si, cyniquement, les rejets du méthaniseur sont déclarés « acceptables en termes toxiques et cancérigènes » –, les risques sociaux et le chômage...

## Faisons le procès de l'agriculture industrielle

Emprisonnées à l'année dans des conditions de vie contraires à leurs besoins physiologiques naturels, avec un régime alimentaire modifié pour produire au maximum, les bêtes donneront un lait industriel, puis une viande de réforme, de piètre qualité. Les vaches et les génisses seront enfermées 365 jours sur 365, gavées au maïs et soja transgéniques. Elles ne verront jamais un pré ni un brin d'herbe, et seront traitées à la chaîne trois fois par jour. Les millions de litres de lait produits seront collectés par l'entreprise Senoble qui se vante dans ses pubs de fabriquer des produits de qualité avec des vaches paissant sous les pommiers en fleurs... Enfin, ce lait sera bradé à 270 euros la tonne, alors que les éleveurs laitiers ont déjà du mal à s'en sortir à 350 euros. Ils ont de quoi être inquiets.

La lutte de Novissen et des paysans est la lutte de citoyens obstinés pour le respect de la population dans le cadre d'une agriculture paysanne plus écologique, respectueuse des hommes et des femmes, de l'environnement et des animaux, véritablement créatrice d'emplois et de produits de qualité. Nous serons bien présents à Amiens pour



faire le procès de l'agriculture industrielle et soutenir les militantEs de la Confédération paysanne.

**Commission nationale écologie**

GAD JOSSELIN (56)

## On achève bien... les salariéEs

« On nous fait passer entre les barrières métalliques comme des moutons à la bergerie. À l'intérieur de la salle, on donne notre nom. Des personnes remplissent un registre et nous disent si nous sommes repris ou non en nous donnant une lettre » explique un ouvrier. Les heureux éluEs auront droit à un badge pour reprendre le boulot dès lundi...

**U**n tiers de l'usine, soit 225 ouvrierEs, a donc été « remercié », avec une lettre les incitant à un hypothétique reclassement. Cela s'est passé vendredi 17 octobre pendant 4 heures au centre culturel de Josselin (Morbihan), loué par Gad car le repreneur, Intermarché, ne voulait surtout pas d'un rassemblement sur le site de l'usine.

Après avoir manipulé les employéEs de l'abattoir Gad Josselin, les dressant contre leurs collègues en lutte de Lampaul Guimiliau (Finistère) durant l'automne 2013, la CECAB a donc poussé jusqu'au bout l'infamie, considérant sans doute « ses » employéEs comme des pions ou pire comme des pièces que l'on peut jeter au rebus. Elle s'abrite derrière un éventuel reclassement, alors même qu'à peine 15% des licenciéEs de ces deux dernières années (des milliers...) ont retrouvé



Vendredi 17 octobre, les Gad vont à l'abattoir... DR

un CDI... Ainsi cette syndicaliste à propos du conflit de l'automne dernier : « Ils proposaient aux gens de chez Doux des postes chez Gad, alors que le dépôt de bilan se profilait. C'est du grand n'importe quoi ».

### Les bonnes questions...

À quoi auront servi les dizaines de millions d'euros du Pacte d'avenir pour la Bretagne ? Peut-être à grassement rémunérer les cabinets et consultants « spécialistes

du reclassement » et autres vautours ? Et qu'en est-il du « dialogue social » tant vanté par les pouvoirs publics et les syndicats ouvriers comme la CFDT et la CGT ? On voit le résultat ! Seules les luttes et leur convergence qui s'étaient manifestées en Bretagne lors du grand mouvement de l'automne 2013 pouvaient inverser le rapport de forces et bloquer ces licenciements et le désastre humain qui s'en est suivi.

**Gérard M.**

## UZÈS MAS CAREIRON (30) Un bel exemple de démocratie directe

Le Mas Careiron est un établissement hospitalier psychiatrique, et comme partout en France les mêmes politiques restrictives sont appliquées. En mai 2013, l'ancien directeur, avec l'agence régionale de santé (ARS) avait annoncé un plan d'économies de 1,3 million d'euros sur cinq années. Il y a trois mois, le nouveau directeur, confirmait : suppression de 11 jours de congés pour l'année civile prochaine, d'une prime informatique, non-remplacement de différents personnels, etc.

**S**uite à une AG le 30 septembre, Sud santé, la CGT, FO et l'USP ont décidé d'appeler à la grève le mercredi 8 octobre. Ce jour là, une vraie riposte d'ampleur (grève, manif, AG, demande de négociation avec la direction), avec une très forte mobilisation des travailleurs (plus de 200!). Devant l'absence persistante de la direction, les grévistes en cortège décident de rentrer sur le site de l'hôpital.

Les personnels envahissent un petit bureau où trois représentants de la direction (directeur général, DRH et directrice des soins) refusent de discuter.



À Uzès, la démocratie directe! DR

Après une trentaine de minutes, le trio de direction décide de tenter de filer à l'anglaise. C'était sans compter sur le personnel qui empêche logiquement la voiture de démarrer et la transforme quelque peu en bateau ivre...

### Sous le contrôle des travailleurEs eux-mêmes

Le directeur de l'établissement finit par accepter la négociation, sous le contrôle des travailleurEs. Sud est présent en force, mais aussi la CGT et un peu FO. Mais les « tôleurs » ne lâchent rien sur ce que demandent les personnels : la suspension immédiate du plan d'économies et l'ouverture de négociations véritables, avec une remise totale à plat de la situation du Mas Careiron. Arrive le président du conseil de surveillance de l'établissement (PS, maire de Blauzac), alerté par la direction. Ce monsieur propose une intervention à caractère politique... mais sans suspension préalable du plan d'économies ! Chahut, chants, slogans, sirènes, etc. Autour de la grande table, la détermination est intacte.

De guerre lasse, le directeur accepte enfin de suspendre le plan d'économies. Le personnel propose alors à la signature du directeur un document écrit. Refus du directeur qui considère que sa parole seule suffit... Avec l'accord des grévistes, l'intersyndicale accepte la non-signature immédiate du papier, tout en exigeant une réunion le lendemain pour signer et examiner les modalités d'une vraie remise à plat. Le directeur capitule enfin.

Une formidable leçon de chose. À suivre.

**Correspondants**

Le 16 septembre dernier, trois syndicalistes de la Caisse d'épargne Île-de-France (deux du syndicat Sud, un de la CGT) comparaissaient devant la 14<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris. Les faits qui leur sont reprochés remontent à plus de 4 ans et malgré l'absence de plaignants (la direction de l'entreprise a décidé de retirer sa plainte), de témoins de la partie civile, le parquet avait néanmoins décidé de les poursuivre contre toute attente.

**P**our bien comprendre ce dont il s'agit, un petit retour sur les faits s'impose. Entre avril et mai 2010, la Caisse d'épargne Île-de-France a connu un conflit social d'une durée et d'une intensité inhabituelles dans le milieu bancaire : quatre semaines d'une grève exemplaire, reconduite quotidiennement par les grévistes en assemblée générale, avec au final la victoire des salariéEs en lutte. Le 7 mai, un protocole de fin de grève est signé et la direction satisfait l'ensemble des revendications.

Pourtant, alors que le protocole conclu entre la direction et les organisations syndicales devait sceller la fin du conflit et permettre de retrouver un climat social pacifié, en juillet 2010, deux mois après la fin de la grève, les dirigeants de l'entreprise déposaient une plainte

vengeresse contre trois « meneurs ». Dans cette plainte, ils accusaient les syndicalistes de faits d'une extrême gravité : séquestration, tentative d'extorsion de signature sous la contrainte et même, excusez du peu, incitation au crime ! Ce rebondissement illustre le climat délétère qui règne à la Caisse d'épargne Île-de-France depuis de nombreuses années, et plus généralement au sein du Groupe BPCE. Sud BPCE est le premier syndicat à la Caisse d'épargne Île-de-France (où il pèse plus de 33%) et deuxième organisation au niveau national dans la branche des Caisses d'épargne (avec plus de 23%). Pour les dirigeants de l'Écureuil, une telle situation est insupportable, Sud est l'ennemi à abattre, d'autant que Sud ne ménage pas sa peine... ni les patrons, dans son action au quotidien : grève

en 2006 au moment de la création de Natixis, plainte contre François Pérol pour prise illégale d'intérêt, sans oublier les multiples condamnations de la Caisse d'épargne devant les tribunaux obtenues par Sud ces dernières années.

### Les fossoyeurs du droit de grève ont perdu!

Les faits reprochés aux syndicalistes parisiens : avoir séquestré le DRHS le 15 avril 2010 lors d'une séance de négociation et avoir manifesté le lendemain sous les fenêtres du domicile du Président du directoire, en chantant des slogans qui constitueraient une tentative d'extorsion de signature par la violence ! Gros éclats de rire dans la salle lorsque la présidence lit les slogans entonnés par les manifestants à cette occasion, dont le fameux :

« Comolet t'es foutu, les salariéEs sont dans la rue ! »

Lors du procès, les avocats de la défense ont soulevé nombre d'irrégularités dans la procédure. Au terme des débats, le procureur, peu sûr de son fait, a requis 1000 euros d'amende avec sursis contre les prévenus. Les avocats des prévenus ont réclamé la relaxe pure et simple, s'appuyant sur les jurisprudences essentielles au respect du droit de grève mais aussi relatives aux faits de séquestration.

Ce mardi 14 octobre, nous avons eu communication du jugement du tribunal qui a décidé de relaxer nos camarades. Une sage décision qui donne raison aux salariéEs qui luttent et renvoie dans leurs buts ceux qui se rêvaient fossoyeurs du droit de grève.

**Patrick Saurin**



# La guerre au Moyen-Orient

L'Anticapitaliste ouvre ses colonnes à trois positions qui se sont exprimées lors de différents échanges dans les instances du NPA. Le débat continue.

## Contre la guerre, solidarité de classe, internationaliste

Quelle politique face à l'intervention en Irak de la coalition internationale mise en place par les USA et dans laquelle la France entend jouer les premiers rôles, au prétexte de lutter contre des forces réactionnaires, intégristes, qu'elles ont elles-mêmes enfantées, l'État islamique, Daesh? Ce débat s'inscrit dans un contexte d'exacerbation des tensions internationales, qui s'est manifesté en particulier en Ukraine ou Afrique. Un contexte marqué aussi par la barbare agression contre le peuple palestinien perpétré par l'État d'Israël qui profite des difficultés de ses protecteurs pour leur imposer sa politique de guerre sans fin.

**Notre première tâche est bien sûr de dénoncer l'hypocrisie, les manœuvres, l'intervention militaire des grandes puissances, tout particulièrement de notre propre impérialisme, leur politique qui vise à soumettre les peuples à leurs intérêts, à ceux des multinationales.** Ce sont bien les USA et leurs alliés qui ont mis l'Irak à feu et à sang, mis au pouvoir des fantoches qui se sont effondrés comme l'armée qu'ils avaient remise sur pied. La nouvelle intervention militaire

impérialiste aura les mêmes effets, aggravés, que les précédentes.

Se pose alors la question de la façon dont nous exprimons notre solidarité avec les peuples victimes de l'impérialisme, mais aussi des monstres réactionnaires et intégristes que la politique des puissances impérialistes a engendrés et qui se retournent contre elles, tout en s'imposant par la violence contre les populations. **Notre solidarité va aux peuples et à toutes les forces qui se battent contre les intégristes pour leurs droits démocratiques.**

Cette solidarité ne signifie en rien nous adresser au gouvernement français ou à ce que certains appellent «la communauté internationale», c'est-à-dire les puissances qui dominent le monde et leurs alliés! Il serait aveugle de reprendre à notre compte les arguments «humanitaires» des dirigeants impérialistes pour leur demander de faire une politique de solidarité avec les peuples qu'ils veulent soumettre. Mais nous soutenons les exigences démocratiques de ceux qui se battent à Kobané, Rojava ou en Syrie, leur demande en matériel, secours humanitaires, en armes, ou pour l'accueil des

réfugiés qui fuient les massacres.

Cette solidarité se situe sur le terrain de l'indépendance et de la solidarité de classe. Elle est une dénonciation de la politique de l'impérialisme qui peut, un moment, en fonction de ses intérêts, aider les combattants de Kobané, pour les utiliser sans reconnaître un instant les droits du peuple kurde qu'il a bafoués, tout en étant complice de la Turquie, ou en cherchant à consolider ce qui restera de l'État syrien après que Assad aura été éliminé...

Notre solidarité, c'est d'être des combattants pour en finir avec notre impérialisme, un de ceux qui ont taillé dans la chair des peuples après la Première puis la Deuxième Guerre mondiale pour organiser leur domination, en finir avec la domination libérale et impérialiste qui aujourd'hui instaure progressivement un État de guerre permanent dans le monde. Il faut être concret nous dit-on, mais il n'y a rien de plus concret que de construire, contre l'opinion bourgeoise, une conscience de classe internationaliste pour tracer la seule issue à la barbarie libérale et impérialiste, la solidarité et la lutte des travailleurs et des peuples.

**Yvan Lemaître**

## La solidarité concrète avec les peuples, indissociable de l'anti-impérialisme

Il y a onze ans, les USA avec une coalition impérialiste envahissaient l'Irak, soi-disant pour défendre la démocratie et la paix, avec des résultats catastrophiques qui ne cessent de se déployer. Il y a près de quatre ans, les peuples se soulevaient contre les régimes dictatoriaux de la région arabe pour exiger la liberté, la justice sociale et la souveraineté. Face à plusieurs contre-révolutions à la fois, ils n'ont trouvé que très peu d'appui dans le monde.

Ainsi le peuple syrien, massacré par un régime d'Assad soutenu par l'Iran et la Russie, a été abandonné, seuls les émirs islamistes du Golfe se disposant pour dévoyer cette révolution. Aujourd'hui l'État islamique-Daesh concentre les monstruosité que provoque cette politique des grandes puissances au Moyen-Orient... qui du coup se relancent dans la guerre!

Et le mouvement ouvrier et démocratique mondial apparaît dramatiquement désorienté. Il y a ceux qui soutiennent la politique d'intervention militaire des États occidentaux au nom de la lutte contre la «barbarie» (mais quid de la barbarie des impérialistes?), et ceux qui en ce même nom soutiennent la position russe et stigmatisent les révoltés syriens. Il y a ceux qui poussent une lecture confessionnelle et culturelle (sunnites contre chiites, Arabes contre Kurdes...), ceux qui changent au gré de l'actualité... et les plus nombreux, qui ne voient pas ce que l'on peut faire de l'extérieur!

### Les principes du NPA

Le NPA a pour principes inséparables la lutte contre l'impérialisme qui détruit l'humanité, et la solidarité avec les peuples victimes de toutes les oppressions, contre leur division. C'est pour cela que nous dénonçons le gouvernement français qui défend des intérêts qui ne sont pas les nôtres, et que nous tentons en même temps de nous lier aux révolutionnaires syriens en France, aux partis kurdes portant la revendication du droit à l'auto-détermination, et que nous travaillons à des comités de solidarité unitaires.

Au-delà des faiblesses ou contradictions qu'on peut leur voir, nous devons soutenir pleinement ces forces héroïques dans leur combat, que nous espérons de plus en plus commun, contre l'obscurantisme, les massacres et l'écrasement de toute société civile: à Kobané mais aussi à Alep, régions actuelles de concentration des attaques de Daesh ou du régime syrien – ou ailleurs.

Nous ne sommes pas une organisation de commentaires et nous voulons faire avancer leurs revendications immédiates, comme la reconnaissance officielle de ces forces, l'aide humanitaire massive des régions en guerre, l'aide militaire et l'aide et l'accueil des réfugiés. Notre critère est la défense des vies et des sociétés humaines et la solidarité avec elles.

### L'armement des combattants de la liberté

Pour nous, il n'y a pas de raison de faire d'exception pour la demande d'armement, en quantité et en qualité, pour desserrer l'étau des contre-révolutionnaires. Comme pour toute exigence à un pouvoir bourgeois, nous savons que seule la mobilisation d'en bas, et des contradictions en haut, peuvent la faire aboutir. Mais elle n'est pas par nature si différente des autres!

Parce que nous sommes pour l'autodétermination et l'émancipation des peuples, nous rejetons l'intervention de troupes occidentales, et en particulier des troupes françaises. Mais parce que nous sommes solidaires des peuples, nous sommes inconditionnellement pour qu'ils aient tous les moyens, humanitaires et militaires, de vivre, survivre, et de combattre leurs oppresseurs.

Ce n'est que sur ces bases que nous pourrions faire avancer, avec nos camarades marxistes révolutionnaires au Moyen-Orient, la lutte pour l'organisation indépendante des travailleurs et exploités, et leur émancipation face à toutes les politiques capitalistes, colonialistes, et aux guerres.

**Christian Varin et François Sabado**

## Dénoncer la responsabilité des impérialistes et soutenir inconditionnellement la lutte des opprimés, sans nous aligner sur leurs directions

La lutte du Rojava suscite des espoirs légitimes pour les opprimés et les exploités du Moyen-Orient. Par leur résistance acharnée contre Daesh, malgré les obstacles placés par la Turquie, par la place que prennent les femmes dans la lutte armée, les Kurdes de Kobané ont gagné la sympathie d'une large partie de l'opinion publique internationale. Cela ne peut que nous réjouir. Mais le soutien au peuple kurde ne peut d'aucune manière brouiller les lignes concernant l'impérialisme

### Impérialistes dehors!

Il est de la responsabilité des révolutionnaires et des internationalistes de dénoncer d'abord la responsabilité profonde de l'impérialisme dans l'existence de Daesh ainsi que les manœuvres de la Turquie qui aurait aimé laisser les milices islamistes massacrer Kobané. Il est de notre responsabilité de dénoncer la complicité française, notamment avec sa proposition de «zone-tampon». Il est de notre responsabilité d'exiger qu'aucun obstacle ne soit mis à l'acheminement d'armes pour la résistance kurde. Cela suppose le retrait du PKK et du PYD de la liste des organisations terroristes. C'est une tout autre politique que de relayer l'idée que le rôle des impérialistes serait de livrer des armes à Kobané. S'ils le faisaient, nous ne nous y opposerions pas, mais nous resterions conscients que ce serait pour tenter de mieux contrôler la situation. Porter de telles revendications, c'est légitimer l'intervention comme la «moins pire des solutions» face à Daesh. Cette politique a conduit, il y a trois semaines, les camarades de l'Alliance rouge-verte du Danemark à approuver

au Parlement l'envoi d'avions d'armes pour les Kurdes avant que le gouvernement danois ne finisse par décider de participer aux bombardements. Elle vient de conduire les camarades du NPA 31 à publier un communiqué pour le moins problématique car on y lit «*Une fois n'est pas coutume, le NPA salue l'efficacité des frappes de l'US Air Force*»...

### Le soutien, pas l'alignement

Soutenir le droit à l'auto-détermination du peuple kurde ne signifie pas faire nôtre la politique de ses directions. Aucune ne porte un projet démocratique et émancipateur: surtout pas le Conseil national kurde, regroupement nationaliste bourgeois, inféodé à Barzani, président du Kurdistan irakien, allié de Washington et de Téhéran, mais pas non plus le PYD, frère jumeau du PKK. Ce parti stalinien aux méthodes plus que musclées contre ses opposants, n'a pas hésité à passer un accord de non-agression avec Bachar el-Assad afin de garder le contrôle du Rojava. Aujourd'hui, il demande l'amplification des bombardements impérialistes et a délégué l'un de ses commandants au QG opérationnel de l'US Air Force!

### Défendre les intérêts de tous les opprimés

Un peuple lutte face aux milices criminelles et ultra-réactionnaires de Daesh. L'impérialisme étatsunien tâtonne entre les exigences inassumables de son allié turc et la nécessité de repousser l'«État islamique» et son action peut effectivement coïncider avec la résistance populaire. Mais, quoi qu'en pensent les dirigeants nationalistes kurdes, l'émancipation des peuples ne viendra pas de leur alliance, fût-elle ponctuelle,

avec les oppresseurs impérialistes et réactionnaires de la coalition (USA, UE, Ligue arabe, Iran...). Elle viendra de l'auto-organisation et de la solidarité des peuples en lutte contre leurs impérialismes. Cette politique va à contre-courant de la pression de l'actualité et nous oblige à penser sur le long terme comment organiser la résistance contre toutes les manœuvres impérialistes, à commencer dans notre propre pays.

**Daniela Cobet (CPN-93), Marie-Hélène Duverger (CPN-76), Guillaume Loïc (CPN-75), Jean-Baptiste Pelé (CPN-92N), Gaël Quirante (CPN-92N), Laura Varlet (CPN-93)**

## Souscription

**Par chèque** à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

**Par carte bancaire** <http://souscription.npa2009.org>



**Essai**

# Une autre histoire des «trente glorieuses»

sous la direction de Céline Plessis, Sezin Topçu et Christophe Bonneuil, La Découverte, 2013, 24 euros

Les «trente glorieuses» sont généralement présentées comme une période de prospérité et d'harmonie de la société française, marquée par le développement de la consommation de masse de produits auparavant réservés à une minorité, comme l'automobile, et par la floraison d'innovations technologiques dont nous devrions être fiers. Une équipe de sociologues de l'EHESS et du CNRS se sont appliqués à détruire ce mythe...

D'une part, cette période n'a pas duré trente ans mais plutôt vingt, les dix ou quinze ans qui ont suivi la guerre ayant été essentiellement consacrés à la reconstruction. D'autre part, elle a été marquée par des conflits de classe très durs, une surexploitation de certaines catégories de travailleurs tels ceux issus de l'immigration, et par des choix technico-économiques qui ont non seulement abouti à une dégradation de l'environnement, une destruction des ressources naturelles mais à une orientation sur laquelle il sera difficile de revenir. Ainsi le tout nucléaire est indissolublement lié à la volonté de détenir la bombe pour rester une grande puissance impérialiste, et ses conséquences se font toujours sentir non seulement en France mais aussi dans



les pays coloniaux: les ressources du Niger sont pillées et les populations irradiées...

**Continuité productiviste**

Impossible de rendre compte en quelques lignes de toutes les facettes d'un ouvrage aussi riche. Soulignons donc seulement quelques aspects particulièrement originaux. L'un de ceux-ci concerne la continuité de l'idéologie productiviste et planificatrice. Contrairement à une autre légende solidement ancrée, le régime de Vichy, qu'on imagine souvent comme passiste, attaché à la petite propriété et au petit artisanat, nourrit nombre de projets planificateurs aussi bien dans l'hexagone que dans les colonies qui restaient sous son contrôle. Les mêmes technocrates sont restés aux commandes, de l'époque du front populaire à ces fameuses trente glorieuses. Céline Plessis nous montre ainsi que la «frénésie mécanisatrice», la spécialisation et les

monocultures qui devaient aboutir à la ruine de millions de paysans des pays coloniaux, a commencé sous le régime de Pétain, par exemple au Sénégal pour faire face à la pénurie d'oléagineux. Certaines contributions s'appliquent aussi à montrer les résistances suscitées par ces choix et comment les critiques du productivisme ont été marginalisées. On peut toutefois regretter qu'elles s'appuient avant tout sur des textes et non sur des témoignages de contemporains. Car si une idéologie a été quasi unanimement partagée par toutes les classes sociales et courants politiques pendant cette époque, c'est bien le productivisme. Bien rares sont ceux qui se sont élevés contre le culte du PIB et de la croissance.

Gérard Delteil

**Manuel**

# Les mondes insurgés, alter-manuel d'histoire contemporaine

Le Monde diplomatique – La librairie Vuibert, 2014, 20,50 euros

La rédaction du *Monde diplomatique* a mobilisé une équipe d'historiens pour éclairer, par de brefs chapitres et d'abondantes illustrations, l'histoire du monde de 1830 à nos jours et, également, pour démontrer les idées reçues. Le produit obtenu est d'une grande lisibilité. Des événements peu connus ou ignorés par les manuels sont mis en exergue: ainsi, si les méthodes musclées utilisées pour imposer le libre-échange à la Chine sont connues («guerre de l'opium»), on découvrira la sauvagerie avec laquelle les efforts de développement autonome du Paraguay ont été brisées par l'impérialisme anglais au XIX<sup>e</sup> siècle. Le mythe de la «fraternité» des tranchées en 14-18 est justement mis en cause, la répression préventive de la hiérarchie militaire est rappelée, avec plus de 500 soldats français «fusillés pour l'exemple» en 1914-1915. On trouvera aussi des développements éclairants sur le rôle du patronat dans l'accession de Hitler au pouvoir, les manœuvres américaines à l'origine de la «guerre froide», l'utilisation du chômage de masse pour installer une «peur sociale» chez les salariés, la déferlante néolibérale des années 80, la dette du tiers monde... Le mythe des «trente glorieuses» est justement questionné: la Libération est marquée par des conquêtes sociales mais aussi par la répression coloniale tandis que le capitalisme restauré mate les mineurs grévistes et impose des conditions de travail meurtrières. Le chapitre sur la guerre de libération de l'Algérie est remarquable. Le livre revient aussi sur la lutte des femmes, en particulier pour

le droit à l'avortement, ainsi que sur les formes modernes des guerres: recours à des sociétés militaires privées, drones, etc. Tout n'est, bien sûr, pas au même niveau. Ainsi, le chapitre sur la montée en puissance de la Chine donne une vision un peu trop harmonieuse

de la société chinoise. Et si Trotsky figure sur la couverture du livre, on ne trouvera rien sur les circonstances de l'arrivée de Staline au sommet du pouvoir. Au final, un livre très utile, surtout si le contenu des manuels d'histoire vous énerve!

Henri Wilno



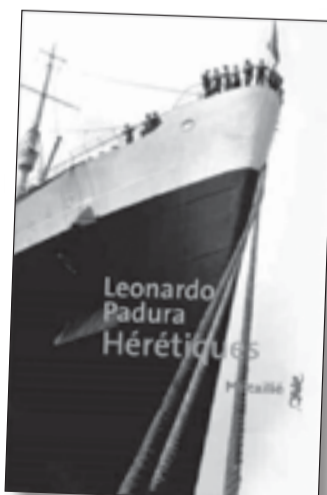
**Littérature**

# Hérétiques, Leonardo Padura

Traduit de l'espagnol par Eléna Zayas, Métailié, 2014, 23 euros

Hérétiques! Avec ce titre, comment ne pas penser à notre camarade Daniel Bensaïd, surtout, suprême clin d'œil, quand cet ouvrage s'ouvre par «livre de Daniel»... Ce nouveau roman de Leonardo Padura renoue avec l'explorateur Mario Conde et sa tribu, déjà présente dans de précédents bouquins, comme Tamara, el Flaco, el Conejo... De l'épisode historique du *Saint-Louis*, un paquebot qui en 1939 est parti de Hambourg avec un millier de juifs à son bord qui ne pourront débarquer ni à la Havane (où l'on découvre déjà Fulgencio Battista), ni aux États-Unis, ni au Canada, à la plongée «fantastique» dans le quartier juif d'Amsterdam en 1646, Leonardo Padura va entremêler des histoires anciennes et contemporaines à Cuba et des récits d'Amsterdam, nouvelle Jérusalem. Cela avec un détail impressionnant de mœurs de l'époque, une érudition foisonnante,

et des tonnes de questions autour de la rébellion, de la liberté, des hérésies et des défaites, qui nous donnent le droit de recommencer aurait rajouté notre camarade Daniel... Et une intrigue, des intrigues, avec un fil rouge: un énigmatique petit tableau du peintre Rembrandt qui va conduire un Mario Conde, toujours aussi sympathiquement désabusé dans les recoins les plus improbables de la Havane jusqu'aux regroupements de la jeunesse «sans futur» de l'île. L'auteur de *l'Homme qui aimait les chiens* démontre encore avec ce livre à la fois sa passion (critique) de l'histoire, ses engagements et ses doutes, et un grand courage humain et littéraire. Tout au long de cet ouvrage, avec un talent incontestable, Padura va nous «promener» du Malecon à Amsterdam, de Varsovie à Miami, du maître Rembrandt au supposé messie Sabbataï Tsevi décochant des flèches bien pointées



contre l'horreur, mais aussi contre les dogmes anciens et nouveaux, tout en nous ramenant à ce qui est pour lui l'essentiel, l'amitié de sa tribu et/ou de son chien cubain Basura 2. De nombreuses heures de lecture passionnantes et questionnantes.

Gérard M.

**Exposition**

# «Sous le vent de l'art brut 2, la collection De Stadshof»

Halle Saint-Pierre, Paris, jusqu'au 4 janvier



Créée en 1985, la fondation De Stadshof possède la plus vaste collection d'art brut, naïf et «outsider» des Pays-Bas, environ 7 000 œuvres et 400 artistes aujourd'hui. Elle a disposé entre 1994 et 2001 d'un espace d'exposition qu'elle a dû abandonner pour trouver refuge à Gand, au musée du Dr Guislain, dédié à l'histoire de la psychiatrie, ouvert en 1986 dans les bâtiments mêmes de l'asile créé en 1858 par le grand aliéniste belge. Tout en continuant à chercher un lieu pour accueillir le public néerlandais, la fondation poursuit ses acquisitions, recueille des dons et expose des sélections de ses collections. À Paris, elle présente 350 œuvres d'une quarantaine d'artistes illustrant ses trois champs d'intérêt, avec des choix judicieux et variés, attentifs à la personnalité des créateurs. Par exemple, si l'on n'avait pu prêter l'attention voulue à Willem van Genk (1927-2005) au milieu des 80 autres plasticiens réunis l'an dernier à la Halle Saint-Pierre pour «Raw Vision», la salle que lui consacre la présente exposition suffirait à justifier la visite.

Gilles Bounoure



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h





**L'Anticapitaliste** | Libre expression

## “ Travailler à former des pratiques émancipatrices dans le champ de la psychiatrie ”



DR

**Entretien.** Psychiatre et cofondateur d'Utopsy, **Mathieu Bellahsen** a participé à la création du Collectif des 39 qui s'est constitué en 2008 face à la politique de Sarkozy en psychiatrie. Il vient de publier *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle*<sup>1</sup>. Il y étudie la transformation de l'idée progressiste de « santé mentale » en un outil de normalisation et de contrôle. Il nous a accordé cet entretien à quelques jours du « meeting de résistance » organisé par le Collectif des 39 le samedi 1<sup>er</sup> novembre à la Maison de l'arbre à Montreuil, meeting auquel le NPA apporte son soutien.

**Le Collectif des 39 s'est constitué fin 2008 à la suite d'un discours de Nicolas Sarkozy. Six ans plus tard, les 39 appellent à nouveau à la résistance. Les dérives sécuritaires et gestionnaires que vous dénonciez n'ont donc pas cessé ?** Non, elles se sont renforcées sous couvert d'ouverture et de changement. Ce gouvernement « de gauche » reprend l'héritage de Sarkozy en ne faisant pas la rupture annoncée tout en poursuivant les réformes néolibérales. Le premier effet est un adoucissement de façade de la question sécuritaire, mais la loi de juillet 2011 est passée avec l'instauration de soins sans consentement en ambulatoire<sup>2</sup>, les dispositifs de contrôle par des administrations comme les Agences régionales de santé (ARS), la Haute autorité de santé se sont renforcés orientant de façon plus autoritaire les pratiques... Pour autant, les résistances et les inventions doivent se poursuivre. Travailler à former des pratiques émancipatrices dans le champ de la psychiatrie pour créer d'autres formes de vie est nécessaire. Les 39 sont un moteur pour fédérer les résistances et les propositions. C'est l'enjeu du meeting.

**Comme l'indique son titre, votre livre procède à une étude historique et critique de l'idée de santé mentale. Celle-ci inspirait la psychiatrie progressiste de l'après-guerre mais a pris au cours des années 2000 une toute autre signification. Selon vous, elle est mise au service d'une normalisation de la société ?**

La notion de santé mentale évolue par strates. Elle a une origine psychiatrique progressiste « désaliéniste ». Au fil des années, la notion se déterritorialise du champ psychiatrique pour se reterritorialiser dans le champ économique. La rupture s'opère au tournant des années 2000. Elle est énoncée

clairement dans le livre vert de l'Union européenne, *Améliorer la santé mentale de la population. Vers une stratégie pour l'Union européenne*. Il y est affirmé que : « avoir une population en bonne santé mentale permet de remplir les objectifs stratégiques de l'Union européenne. » C'était au moment de la stratégie de Lisbonne... Par ailleurs, l'une des définitions officielles de la santé mentale est de « s'adapter à une situation à laquelle on ne peut rien changer ». Avec le « santé-mentalisme », le capitalisme arrive à articuler le micro-politique et le macro-politique : faire que chacun à l'intérieur de sa subjectivité se considère comme une auto-entreprise valorisant ses capitaux, dans un climat de concurrence généralisée construit par des normes internationales (TAFTA, OMC, AGCS, etc.). Pour le moment, cette articulation est difficile à faire de manière émancipatrice...

**Quelles alternatives peut-on opposer ?**

Elles se situent sur deux plans : penser et agir. On doit lutter contre la naturalisation de problématiques politiques construites. Sur le plan micro-politique, les propositions de Pierre Dardot et Christian Laval dans leur ouvrage commun, *Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, sont précieuses, notamment autour des « praxis instituant ». Le principe c'est que l'agir en commun qui institue les choses ensemble produit une alternative. En psychiatrie, ça peut être se responsabiliser avec les patients sur des petites choses en apparence, qui, à la longue, questionnent et changent l'ordre établi. Le collectif se responsabilise par rapport à l'outil de travail et au sens à lui donner. On fait ainsi émerger une pratique commune. C'est tout l'apport de la psychothérapie institutionnelle. À l'heure actuelle, instituer du

commun, c'est assez révolutionnaire. On nous donne du prémâché partout. On nous dit par avance ce qu'il faut faire avec les protocoles et les procédures, ce que c'est que bien soigner : répondre aux critères de rentabilité, aux normes hygiénistes, etc. Il s'agit de subvertir toutes ces normes qui nous traversent, les subvertir ensemble, parce qu'il ne faut pas penser qu'il y a des grands méchants qui nous manipulent. C'est rentré en nous tous, il faut donc commencer par lutter contre ses penchants à soi. Mais il s'agit aussi de fédérer les luttes dans les différents secteurs. Par exemple dans le champ de la psychiatrie, du médico-social, etc. Se rassembler et être force de proposition. C'est ce qu'essaient de proposer les 39 sur une modalité qui n'est plus une modalité syndicale. Aujourd'hui même, quand il y a deux millions et demi de personnes dans la rue pour les retraites, cela n'a plus d'efficacité. ne crée plus un rapport de forces. Le pouvoir en face ne discute plus. Il faut donc que l'on travaille à avoir de nouveaux outils d'action. C'est ce qui s'ouvre à nous pour les 50 ans à venir.

Pour l'instant, je n'ai pas de recette pour créer des rapports de forces. C'est pour cela que le livre se termine de manière ouverte. Au niveau micro-politique, je vois bien comment faire là où je travaille. Mais au niveau de la psychiatrie, créer un rapport de forces national, pour l'instant avec les 39, on n'a réussi que de manière très partielle. On a un peu amoindri la figure du schizophrène dangereux, mais on n'a pas trouvé comment changer le rapport à la politique générale. Il faudra penser qu'il est peut-être bien qu'il y ait de l'inutile, qu'il y ait des choses qui ne servent à rien, que tout ne soit pas pris tout de suite dans des logiques de profit, que l'on peut faire des choses pour rien, que cela ne nous rapporte

rien. S'il y a bien un champ qui est très contraint, c'est celui de la psychiatrie : la contrainte de la folie avec ses dégâts existentiels absolus, la contrainte sociale qui nous commande les hospitalisations sous contrainte, la médicalisation de l'existence etc. Mais dans ce champ de contraintes, si l'on arrive à créer des espaces de liberté subversifs et émancipateurs, peut être que ça peut avoir des effets sur le champ social en général. C'est peut être une utopie, mais au niveau micro-politique, elle peut devenir concrète. Il va peut être falloir tenir ces points micro-politiques pendant des années, avant que les gens découvrent qu'on n'a peut-être pas besoin de valoriser nos capitaux qui nous sont donnés de la naissance à la mort, la nécessité d'être compétitif au détriment du sens réel de la vie.

**Propos recueillis par J.C. Laumonier**

1 – Préfacé par Jean Oury, La Fabrique éditions, 2014, 13 euros.

2 – Jusqu'à présent, on ne pouvait imposer des soins sous contrainte, contre la volonté du patient, qu'à l'hôpital, avec une présence soignante 24 h sur 24. Depuis la loi Bachelot-Sarkozy de 2011, les soins contraints peuvent être également imposés hors de l'hôpital, au domicile du patient.



## Vu ailleurs

**L'Humanité** FLICAGE DES CHÔMEURS.

Lors d'une conférence de presse au siège de Pôle emploi, hier, la direction générale a présenté son expérimentation du contrôle des inscrits sur les listes. Elle consiste avant tout à stigmatiser et à radier les demandeurs d'emploi, particulièrement ceux de longue durée. [...] Avec cette expérimentation, neuf agences et douze personnes ont été mises à contribution. Ils ont procédé ainsi : examen des dossiers, envoi de questionnaires, convocation du chômeur à un entretien avant de décider si oui ou non il y aurait radiation. Le mode de sélection de demandeurs d'emploi diffère selon la région. Si en Paca, 87% des dossiers examinés ont été tirés au sort, en Franche-Comté, un ciblage par informatique ou par un signalement de conseiller a été préféré. Il se focalise sur les personnes recherchant sur les métiers en tension (là où il y a plus d'offres que de demandes) ou ayant bénéficié d'une formation payée par Pôle emploi. Une façon de choisir une population plus susceptible d'être radiée et d'insister sur la notion de droits et de devoirs des chômeurs chère au Medef. Si en Paca et en Poitou-Charentes, 8% et 15% des personnes ont été radiées, ce chiffre est bien supérieur en Franche-Comté avec plus de 35% d'exclusions des listes. Les profils des radiés dans les trois régions révèlent que 55% d'entre eux ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage, ils sont par exemple bénéficiaires du RSA. Dans 63% des cas, ils sont chômeurs depuis un an au moins. L'objectif semble bien d'éjecter les demandeurs d'emploi de longue durée. Pour Jean-Charles Steyger, du bureau national du SNU Pôle emploi, « cette expérimentation est partielle et partielle. Ce dispositif vise avant tout à obtenir une baisse artificielle du chômage. Il faut que Pôle emploi arrête d'être le bras armé du gouvernement ! ».

Cécile Rousseau, « Derrière les belles paroles, la culpabilisation des chômeurs », *L'Humanité*, jeudi 16 octobre 2014

**S'abonner à**  
**L'Anticapitaliste**  
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 14 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 28 €
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org